



ASSASSINAT
DE NOS AMES
KURDES

1 an déjà



VISITES
À MUMIA,
DEBBIE, JANET
ET JANINE



HOMMAGE
À NELSON
MANDELA



NEUF
ASSOCIATIONS
DÉFENDENT
« L'ESCALE »

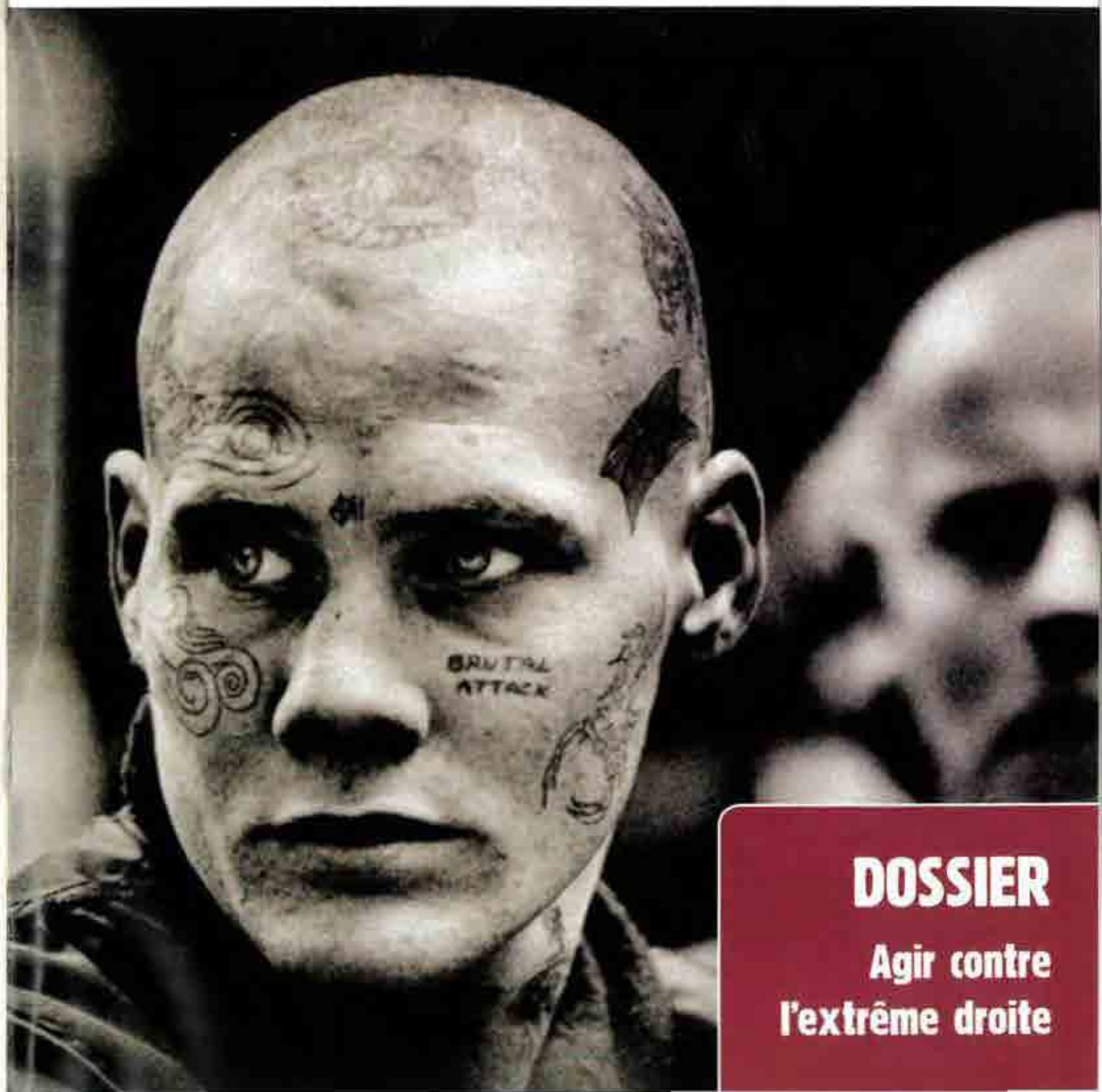
ifférences

mrap

N°289

Janvier / Février / Mars 2014

Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples



DOSSIER

**Agir contre
l'extrême droite**

SOMMAIRE

EDITO

3 - Urgence à se mobiliser toutes et tous !

ANTIRACISME

4 - 21 mars, tous contre le racisme

5 - Le 7 décembre 2013 manifestation nationale à Paris

DROITS DE L'HOMME

7 - Contre la meurtrière « Chasse aux migrants » de l'U.E.

8 - Rassemblement le 12 novembre pour le dépôt de la plainte du MRAP contre Manuel Valls

9 - Liberté et dignité pour les prisonniers, liberté et dignité pour le peuple palestinien

10 - Visites à Mumia, Debbie, Janet et Janine

DOSSIER AGIR CONTRE L'EXTRÊME DROITE

11 - Réunion nationale du MRAP le 16 novembre 2013

13 - Interventions Solidaires à la journée organisée par le MRAP le 16 novembre 2013

15 - L'extrême droite, quelques pistes pour notre riposte

17 - Les Municipales, une étape vers un parti UMPFN

22 - Nikos Giakos

INTERNATIONAL

23 - Vérité et justice pour Rojbin, Leyla, Sakine

24 - Mais pourquoi ne parle-t-on pas davantage de l'ordre inéquitable du monde ?

26 - Les accords de Paris

HOMMAGE

27 - Hommage à l'avocat martiniquais Marcel Manville

28 - Marcel Manville, d'homme à hommes

28 - Le MRAP salue avec un immense respect la mémoire de Nelson MANDELA

ÉCHOS DES COMITÉS LOCAUX

29 - Echo du Mrap Mont de Marsan
Hommage populaire à Nelson Mandela

29 - Echo du Mrap Saint-Nazaire
Gens du voyage : « dialogue vinif » à Guérande

BIBLIOTHÈQUE

30 - Présentation du nouveau livre d'Henri Pouillot

FILMOGRAPHIE

31 - « Ceuta, Douce Prison »

32 - Neuf associations défendent « l'Escale »

« Différences »

Numéro 289

45, bd de Mépenta
75010 PARIS
Tél : 01 53 38 99 99
Fax : 01 40 40 90 98

Directeur de la publication :
Jean-Claude Dulieu

Rédaction :
Jean-Claude Dulieu

Assistants de rédaction :

Michelle Foupenon,
Dominique Deltour,
M.G. Guesdon

Administratrice :
Marie-Annick Butez

Conception/Impression :
Marnat - Tél. : 01 47 40 33 10

Dépôt légal :
Juillet 2007

Le MRAP dénonce la manifestation organisée à Paris le 26 janvier par des formations d'extrême-droite.

À la veille de la commémoration de la soixante-neuvième année de la libération du camp d'Auschwitz, cette manifestation agrégeait dans la même haine antirépublicaine, les chrétiens Intégristes homophobes et les nationalistes racistes islamophobes, renforcés par la composante radicale du public de l'antisémite Dieudonné.

Les organisateurs ayant semé le vent de la haine ne pouvaient que récolter la tempête de la violence en fin de cortège.

Fait particulièrement grave, durant la manifestation, les membres du cortège se réclamant de Dieudonné se sont livrés à un déferlement de haine collective antisémite sans précédent depuis longtemps. À l'unisson les antisémites scandaient « Juif la France n'est pas à toi ».

Les coupables de ce déferlement de haine antisémite doivent être lourdement sanctionnés.

Dans cette perspective, le MRAP entend déposer plainte entre les mains du Procureur de la République afin qu'il puisse diligenter une enquête afin d'identifier les auteurs.

Béatrice Bourges, du « Printemps français », en affirmant devant les micros, qu'elle entend unifier toutes les « colères » du cortège et les « respecter » devient, comme les autres organisateurs, complice de cette colère antisémite.

Le MRAP appelle à la plus grande vigilance contre cette radicalisation de l'ultra-droite qui annonce déjà de nouvelles initiatives.

Paris, le 27 janvier 2014.

Urgence à se mobiliser toutes et tous !



Voilà donc la période où l'on partage ses vœux pour l'année nouvelle.

La Présidence et la Direction nationale du Mrap vous souhaitent donc ses sincères et bons vœux pour 2014.

C'est aussi le moment de faire le bilan de l'année écoulée : le sentiment qui domine, c'est bien l'inquiétude.

L'année qui vient de s'achever a vu une montée croissante des intolérances, des haines et un déferlement de racisme à l'encontre des Roms, des Musulmans et des Noirs ainsi qu'une recrudescence de propos et actes antisémites.

Dans un contexte social et économique tendu, force est de constater que tous les indicateurs restent « dans le rouge » et que les seules réactions semblent plus majoritairement tournées sur un rejet de la cause de ces difficultés sur des boucs émissaires, et qui s'expriment par des postures racistes.

Certains élus territoriaux, sans doute guidés par de bas calculs électoraux, participent à désigner injustement à la vindicte populaire des groupes de minorité, tels les Roms, et contribuent sciemment à une écœurante politique du bouc émissaire.

Il est de la responsabilité des élus de la République à ce que le débat public et la discussion politique servent exclusivement la démocratie.

Les politiques d'immigration, tant au niveau européen qu'en France, ont mis en lumière le sort tragique des migrants sur les routes de l'exil et celui des nombreux sans-papiers qui attendent en vain une régularisation...

Il y a urgence à se mobiliser toutes et tous !

En 2014, les prochaines échéances électorales des municipales et des européennes approchent. L'inflation du racisme, des discriminations, la radicalisation des discours et la volonté exprimée de repli identitaire de l'extrême droite et d'une droite « décomplexée » augurent déjà des alliances contre nature.

Il est de la responsabilité du Mrap, de toutes ses militantes et militants, avec toutes les forces vives démocratiques, de combattre pour les valeurs universelles et indivisibles de dignité et d'égalité pour tous les êtres humains et de développer notre message de paix, d'amitié entre les peuples.



Renée LE MIGNOT



Pierre MAIRAT



Bernadette HÉTIER



Dominique DELTOUR

21 mars, tous contre le racisme

Le 21 mars, Journée internationale de lutte contre le racisme et contre toutes discriminations raciales représente un temps fort pour le MRAP, l'éducation à la citoyenneté contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples.

Le 21 Mars, date hautement symbolique commémore un épisode dramatique, à Sharpeville en Afrique du Sud le 21 mars 1960.

Ce jour là, lors d'une manifestation contre l'apartheid, 60 000 Africains brûlèrent leur laissez-passer devant la police.

69 morts, 200 personnes furent blessées dont de très nombreux collégiens et lycéens. Ce massacre fut décisif dans la lutte contre l'apartheid.

Il amena l'Assemblée Générale des Nations Unies à instituer cette journée: « Journée Internationale pour l'élimination de la discrimination raciale » en 1966.

Il est important de souligner, dans le cadre de la semaine d'Éducation Contre le Racisme, ce combat antiraciste et pour l'égalité mené par des jeunes lors de ces événements tragiques.

Le MRAP, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples, tient à exprimer en ce 21 mars 2013 son inquiétude : il constate une évolution alarmante des actes et propos racistes en France, les événements lors des dernières manifestations ne font que conforter nos inquiétudes...

Les institutions, le gouvernement et les médias ont une responsabilité dans ce domaine.

Les lois et les réglementations restreignent les droits des étrangers, ou ciblent des groupes ethniques ou religieux. Cette politique du bouc émissaire est indigne d'une démocratie.

Le racisme est un délit et non une opinion !

Moyen de prévention, l'éducation est une priorité, une clé pour le « bien vivre ensemble », un appel à

s'engager pour l'égalité des droits contre les discriminations, le citoyen se construisant avec les autres, tout au long de sa vie.

L'éducation à la citoyenneté doit sans cesse s'affirmer, se renforcer pour faire face aux évolutions du racisme sous toutes ses formes.



Le MRAP se place également sur le terrain de la mémoire, de toutes les mémoires, ceci permettant à chacun de se situer tout en mettant en évidence son rôle dans l'histoire collective, faite de déchirures, d'exploitations, mais aussi de luttes, de solidarités.

Dans son catalogue des « Outils pédagogiques », le MRAP propose tout un matériel : 83 affiches sur différents sujets et campagnes.

Des expositions : sur l'esclavage, le racisme et les discriminations, le vivre ensemble, les migrations, la citoyenneté, les droits de l'enfant, les gens du voyage, les Roms...

Des jeux : « jouons ensemble avec nos différences », « Gare au Squal », « Le jeu de loi : racisme hors jeu », « Pour-quoi pas moi? ».

Des Vidéos : sur l'identité, les oubliés de l'histoire, les discriminations, le vivre ensemble, l'esclavage.

Des livres pour accompagner, aider et soutenir dans les interventions.

Pour plus d'informations se reporter sur le site du MRAP (www.mrap.fr/les-outils-educatifs).

Les militants du MRAP sont sollicités tout au long de l'année pour intervenir. Les demandes sont plus nombreuses au mois de mars, dans les établissements scolaires, écoles primaires, collèges, lycées, dans le public ou dans le privé. Les municipalités, les centres de loisirs avec leurs animateurs réclament la présence du MRAP.

Différentes actions ont été menées par les comités locaux, quelques fois seuls ou en partenariat avec d'autres intervenants, lors de semaines, voire même des quinzaines contre le racisme, comme :

- La Fédération du Nord/ Pas de Calais avec les militants de ses huit comités locaux, Saint Denis avec sa quinzaine Antiraciste et Solidaire, Morsang sur Orge avec tout un travail sur l'Apartheid et Nelson Mandela, Saint Nazaire, avec son action « Etrange, Etranger, Etrangeté », 24 interventions à l'espace Gérard PHILIPPE d'Ivry, en direction des jeunes de CMI-CM2, sur les discriminations, « tous différents/ tous égaux, Être Humain ».

- La Seine Saint Denis a organisé une rencontre avec 120 délégués élèves du 93 : « Racisme, discrimination, comprendre pour agir ».

- Tremblay a organisé plusieurs rencontres : « les Discriminations parlons-en », avec des classes de primaires, de collège et une classe de 1^{ère} sanitaire et social.

La liste pourrait être encore longue, car c'est tout au long de l'année que le MRAP est sollicité pour intervenir.

L'éducation à la citoyenneté, au vivre ensemble reste une priorité avec la lutte contre le racisme et les discriminations qui doivent plus que jamais mobiliser tous les citoyens. Elle est le garant de la cohésion sociale.

Rien n'est jamais acquis.

Michel Butez,
Responsable secteur Éducation du Mrap.

Le 7 décembre 2013, manifestation nationale à Paris « Contre le racisme et pour l'égalité des droits »



Le 3 décembre 1983, 100 000 personnes manifestaient à Paris, concluant une Marche partie de Marseille le 15 octobre. Décidée par un groupe de marcheurs issus des cités de la banlieue lyonnaise, cette Marche pour l'égalité des droits et contre le racismisme marqua l'émergence d'une nouvelle génération, celle des enfants d'immigrés. Elle fut organisée suite aux crimes racistes, aux violences policières, et à une campagne électorale marquée par la xénophobie et l'idéologie sécuritaire qui vit, comme à Dreux, des alliances avec le Front national. Elle prolongeait, à sa manière, les luttes menées dans la décennie précédente par les travailleurs immigrés pour l'égalité des droits. Les « invisibles » devenaient des acteurs à part entière de la société française.

Notre Marche ne s'est pas terminée le 3 décembre 1983. Nous n'avons jamais cessé de marcher et de lutter. Même si nous avons remporté des victoires ou obtenu quelques avancées, la situation des immigrés et de leurs descendants, dont beaucoup sont français, n'a cessé de se dégrader. Les habitants des quartiers populaires

d'aujourd'hui sont confrontés à des situations plus dures qu'en 1983. Trente ans pour arriver à ce constat amer : les violences policières comme les crimes racistes n'ont pas cessé et restent impunis. Pire, un racisme d'État fait de lois, de pratiques et de discours nauséabonds s'est propagé d'en haut; la négrophobie et l'islamophobie se sont développées, prolongeant le racisme anti-arabe.

La promesse du Président de la République d'alors, celle du droit de vote pour les étrangers extracommunautaires n'a jamais été tenue. Aujourd'hui, après une décennie de pouvoir de droite avec tous ses excès et ses démagogies populistes - débats sur l'identité nationale et le « rôle positif » de la colonisation - le nouveau gouvernement reste dans la ligne de tous ses prédécesseurs : restriction au droit d'asile, accentuation des discriminations dans tous les secteurs de la société, relégation des quartiers populaires et de leurs habitants, menaces de disparition des associations de terrain et de proximité, contrôles aux faciès, justice à deux vitesses, chasse aux sans papiers et aux Roms, multiplication des expulsions... Et pendant ce temps, les Chibanis, nos anciens, sont reclus et privés de leurs droits.

Trente ans se sont écoulés, après le formidable espoir soulevé par la Marche de 1983. Notre détermination reste intacte. Nous ne lâcherons rien. Le message de la Marche pour l'égalité des droits et contre le racismisme, même s'il n'est pas enseigné comme il se doit à l'école, est plus que jamais d'actualité et nous voulons qu'il soit à nouveau entendu avec force.

C'est pour cela que partout, dès maintenant, et du 15 octobre au 3 décembre 2013, nous proposons à toutes celles et tous ceux qui se

reconnaissent dans cet appel de mettre en place des assemblées générales et des initiatives au niveau local, régional, national. Nous ne nous contenterons pas de crier notre colère contre les injustices et les inégalités. Nous proposerons à toute la société d'autres solutions, celles de l'égalité des droits pour en finir avec la République du mépris.

D'ores et déjà, nous appelons à participer aux différentes initiatives organisées en région par des collectifs et associations signataires de cet appel. Partout en France, des semaines pour l'égalité des droits et la justice pour toutes et tous sont organisées d'ici le 8 décembre.

Faisons du 7 décembre, une journée de rassemblements et de manifestations.

Le 7 décembre, manifestation nationale à Paris Contre le racismisme et pour l'égalité des droits Départ à 14 heures du Square Saïd Bouziri, devant l'église St Bernard (Métro Barbès).

Premiers signataires : AIDDA, Association Femmes plurielles, Association les familles en lutte contre l'insécurité et les décès en détention (Aflidd), Association L'Yeux Ouverts, Association « mémoire pour jawad », Association Remem'Beur, Association de Solidarité et d'Information pour l'Accès aux Droits (ASIAD), Attac France, Au nom de la mémoire, Cedetim, Collectif 3C, Collectif Fathy Koumba, Collectif Féministes Pour l'Égalité, Collectif Les mots sont importants, Cie Espace Temps, Coordination des Intermittents et des Précaires (CIP), Copaf (Collectif pour l'avenir des foyers), Droit au Logement (DAL), Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleur-euse-s Immigré-e-s (FASTI),

Femmes en lutte 93, Fondation Frantz Fanon, Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires (FUIQP), L'Appel et la Pioche, L'Écho des cités, L'Étoile Nord Africaine Anticapitaliste (ENAA), Ligue des Droits de l'homme (LDH), Mamans Toutes Égales (MTE), MRAP, Réseau Mémoires-Histoires en Île de France, Réseaux Interventions, Réflexion Quartiers Populaires (RIRQP), Sortir du colonialisme, Trajectoires, Union Nationale des Sans Papiers (UNSP), Union Syndicale Solidaires (SUD), Vies Volées, Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie (ACORT), AFAPREDESA (Association des Familles des Prisonniers et Disparus Sahraouis), Association des Marocains en France (AMF), Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF), Association des Tunisiens en France (ATF), CIFORDOM, Conseil Représentatif des Associations Noires de France (CRAN), Fédération des Associations Kurdes en France (FEYKA), Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté

des deux Rives (FTCR), Association Démocratique des Tunisiens en France (ADTF), IJAN, La Maison du Tamil Eelam, Mouvement Citoyen des Tunisiens en France (MCTF), République et Diversité, Union Juive Française pour la Paix (UJFP), Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT), La voix des Roms, Association des Pieds Noirs Progressistes et leurs Amis (ANPNPA), Association Culturelle des Travailleurs Immigrés de Turquie (ACTIT), Le Mouvement Inter-Lycées Indépendant (MILI), CAPJPO-EuroPalestine, Collectif votation citoyenne/Droit de vote 2014, La Cimade, Association Mémorial 98, Les Indivisibles, Alternative Libertaire Île de France/centre/Normandie, Association les Orange (Nanterre), Agence de Promotion des Cultures et du Voyage (APCV - Saint-Denis), Collectif étudiant-e-s étranger-ère-s de l'université de Paris 8 (CEEP8), Association de la Nouvelle Génération Immigrée (ANGI-Aubervilliers), Ensemble Vivre

Travailler Coopérer (93), Association de solidarité Essonne avec les familles Roms et Roumaines, DIEL (Droits Ici et Là-bas), CSP75 coordination 75 des Sans-Papiers, D'ailleurs Nous Sommes d'Ici Tours (37), « Association Fête d'ici, d'ailleurs » (Alençon) Rhône-Alpes : Association Elghorba Lyon, collectif « Capagauche 07 » (Ardèche), Valence Positive (Drôme), « Femmes en Luth, citoyennes à part entière » Valence (Drôme), Le collectif 26.07 de Solidarité avec les sans papiers et les sans droits (Valence), Coordination régionale Rhône-Alpes de Soutien aux sans papiers, Pour un Avenir sans Fascisme (comités Ras l'front de l'Isère), association « Mêmes droits pour toutes et pour tous Drôme-Ardèche », Centre d'information Inter-peuples de Grenoble (CIIP) PACA : Agissez, rêvez - Agir pour la justice, contre le racisme, l'exclusion et la violence (AJCRV Avignon), Librairie associative Transit - Marseille, LGBT Formation (Avignon), LGBT Anticapitaliste (Provence), Collectif Mémoires en Marche (Marseille) Nord/Pas-de-Calais : Algériens Nord Pour le Changement et la Démocratie (ANDC), Association des Mineurs Marocains du Nord-Pas-de-Calais (AMMN), Collectif Manouchian, Collectif Afrique, Association Tribu (Roubaix), Comité des Sans Papiers 59, Association Ch'faïd, Association Etouchane, Association des Tunisiens du Nord de la France (ATNF), Association Place Publique (associations membres du FUIQP) ARDLFM (Association pour la reconnaissance des droits et libertés aux femmes musulmanes 59), Rencontre et Dialogue Roubaix, Réseau Compétences (Bassin de la Sambre/Nord Pas de Calais) Collectif coup pour coup 31, Association régionale de lutte contre les discriminations et l'égalité des droits en Alsace (ALDA-Mulhouse), Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie (CRLDHT), Association Citoyenne pour la Démocratie Participative (ACDP Tunis), Association Tunisienne de Soutien Aux Minorités, l'Association Tunisienne du Défense Des demandeurs d'Emploi-Kasserine Organisations politiques soutenant le texte : Fédération pour une Alternative sociale et écologique (FASE), Gauche Anticapitaliste (GA), GA54-FASE, Les Alternatifs, Gauche Unitaire, Parti Communiste français (PCF), Europe Ecologie Les Verts (EELV), Emergence, Force citoyenne populaire (FCP), Front Populaire de Tunisie (section France), NPA, La voie démocratique - Paris (Maroc).

Contre la meurtrière « Chasse aux migrants » de l'Union Européenne

Le MRAP a voulu appeler le 12 octobre dernier à un rassemblement unitaire au Parvis des droits de l'homme du Trocadéro (à Paris) pour protester avec force contre les politiques migratoires européennes qui engendrent tant de tragédies aux frontières de l'Union. De nombreuses organisations amies ont répondu à cette initiative et ont exprimé leur indignation face à ces politiques meurtrières.

A l'issue du rassemblement et des diverses prises de parole du MRAP et des organisations présentes, de nombreux manifestant(e)s ont décidé de se coucher symboliquement sur le sol dans un sac en plastique, à l'image des victimes érythréennes du naufrage meurtrier de Lampedusa du 3 octobre 2013 qui avait causé la mort d'au moins 339 victimes, ne laissant que 155 survivants.

Dans son intervention, le MRAP avait insisté sur l'ampleur de la tragédie humaine de cette migration qui est souvent une quête d'asile.

Divers recensements, forcément lacunaires et imprécis, font état du nombre des victimes de la « Guerre aux migrants » que livre l'Europe à ses frontières Sud et Est.

Selon l'organisation néerlandaise UNITED, les politiques menées par l'Union Européenne, qualifiée de « Forteresse Europe », auraient causé depuis 1993 plus de 17 300 morts de migrants en Méditerranée¹. Selon le site italien « Fortress Europe », depuis 1988, au moins 19 372 personnes ont perdu la vie aux frontières de l'Europe.

Un rapport sénatorial de 2012 estime à quelque 7 000 à 10 000 le nombre des victimes mortes dans la traversée des Comores à Mayotte depuis 1995, du fait de l'établissement d'une obligation de visa (dit visa « Balladur »), pour restreindre la circulation des personnes entre l'île de Mayotte (territoire français

devenu « département » le 31 mars 2011) et les autres îles de l'État indépendant des Comores.

Le total comptabilisé des victimes de traversées maritimes dans l'Atlantique (vers les îles Canaries), en Méditerranée (vers Malte ou Lampedusa) et dans l'océan Indien devrait atteindre pour le moins quelque trente mille depuis vingt ans.

Mais il ne tient pas compte des milliers de victimes inconnues et jamais retrouvées, mortes de soif, de faim ou de

Dublin II en 2003) qui imposent au sein de l'UE que ce soit le pays de première arrivée qui soit intégralement responsable de l'accueil ainsi que du traitement de la demande d'asile. Cette règle injuste confère dans la réalité à la Grèce, à Malte ainsi qu'à l'Italie la responsabilité quasi exclusive de l'accueil des migrants et demandeurs d'asile, les arrivées à destination des îles espagnoles des Canaries, ou des enclaves de Ceuta et Melilla au Maroc, ayant fortement diminué depuis quelques années (selon les autorités espagnoles, en raison d'une meilleure coopération entre Espagne et Maroc).

Le MRAP fait pleinement siennes la dénonciation par le Réseau eurafricain MIGREUROPE des « frontières assassines » de l'Union Européenne qui portent la responsabilité de tant de morts :

- **morts de faim, de soif et de violences** dans la traversée du Sahara et sur toute la frange sahélienne ;
- **morts de froid, d'accidents et de violences** dans la traversée des zones montagneuses de la frange Est de la Turquie et de l'UE ;
- **tombés à toutes les frontières sous les balles** de trafiquants sans scrupules, de bandits ou de forces policières aux objectifs dévoyés ;
- **noyés en nombre croissant** dans l'océan Indien, la Corne de l'Afrique et la Méditerranée.

La Méditerranée, carrefour antique et prestigieux de certaines des plus riches civilisations humaines, a vu son image ternie par de multiples guerres et



violences dans la traversée du Sahara en provenance du Sud de l'Afrique, le long des côtes de Somalie et d'Erythrée et à travers le golfe d'Aden. Combien de victimes non comptabilisées sur les routes périlleuses d'Afghanistan, du Pakistan ou d'Iran, à travers les massifs montagneux d'Asie centrale. Combien d'hommes, de femmes auront perdu leurs vies sur ces routes dangereuses, exposés à tous les trafics et à toutes les violences, se heurtant à la guerre de Syrie et parvenant aux portes d'une Europe cadenassée, via la Turquie, pour venir s'échouer en Grèce et y demander asile.

Le MRAP, comme l'ensemble des organisations membres de la Coordination Française pour le Droit d'Asile, aussi bien que du réseau MIGREUROPE, n'a eu de cesse de protester contre les conventions successives de Dublin (Dublin I en 1990 et

WWW.COLLECTIFMARCHEEGALITE.WORDPRESS.COM
MARCHEEGALITE30ANS@GMAIL.COM

CONTRE LE RACISME

ÉGALITÉ

DES DROITS

JUSTICE

POUR TOUS

**LA MARCHÉ POUR L'ÉGALITÉ ET CONTRE LE RACISME A 30 ANS.
30 ANS APRÈS, LE COMBAT CONTINUE!
MANIFESTATION NATIONALE SAMEDI 7 DÉC. 2013 À PARIS.**

violences depuis l'Antiquité. Mais jamais - avant aujourd'hui - par des guerres dont les forces en présence aient été aussi injustifiablement disproportionnées qu'aujourd'hui.

Face à des rafiots chargés de fragiles vies humaines d'hommes - et en nombres sans cesse croissants, de femmes, de très jeunes enfants et même de bébés - les polices du Nord de la Méditerranée alliées à celles des pays du Sud (soumis à des très fortes pressions et chantages de l'UE), ont été établies en « chiens de garde » de l'Union Européenne. L'agence européenne Frontex, créée en 2004, en est devenu le triste et honteux symbole :

- Frontex qui, des années durant, a fait la chasse aux rafiots de migrants pour empêcher leur arrivée sur les côtes européennes, sans se préoccuper de l'hécatombe ;

- Frontex qui a fait usage des pires intimidations pour empêcher les bateaux de pêcheurs du Nord et, plus encore ceux du Sud, de leur porter secours, violant ainsi toutes les conventions et les principes fondamentaux du Droit de la Mer.

Nous n'oublions pas, à cet égard, le courage des 7 pêcheurs tunisiens

qui, en 2007, avaient choisi de porter secours à des migrants en perdition au large de l'Italie. Poursuivis et condamnés par la Justice italienne (Loi Bossi-Fini) pour avoir « favorisé l'entrée irrégulière d'étrangers sur le sol italien », ils furent mis en prison, leurs bateaux placés sous séquestre pendant de très longs mois et leurs familles durent en supporter les injustifiables conséquences, se voyant réduites à la plus extrême misère par la confiscation de leur outil de travail.

Ceux-là firent honneur à notre commune humanité mais en payèrent un prix intolérable.

Aujourd'hui, l'UE poursuit plus que jamais ses « politiques assassines », armée de la force Frontex, contre les migrants et demandeurs d'asile qui fuient par la mer les violences, la misère et la faim qui ravagent, notamment la Corne de l'Afrique (Érythée/Somalie) d'où venaient les quelque 550 passagers du tragique naufrage du 3 octobre 2013. Mais comme ses forces d'intervention rapide aux frontières (sigle anglais RABIT) ne se révèlent pas assez efficaces, l'UE entend déployer

EUROSUR, nouvel outil de surveillance des « frontières pan-européennes » dont les objectifs annoncés sont de :

- réduire le nombre de migrants arrivants jusqu'aux rivages européens sans être détectés,
- réduire le nombre des victimes en mer en leur portant secours,
- et, enfin, pour ne pas changer de discours ni d'objectifs avoués, pour renforcer la sécurité intérieure de l'UE dans son ensemble en contribuant à la lutte contre la criminalité transfrontalière.

Alors que François Hollande avait annoncé en octobre qu'il proposerait aux partenaires européens de la France « dans les prochains jours une politique (...) qui s'articulerait autour du triptyque prévention, solidarité, protection », c'est peu dire que nous savons ne rien pouvoir en attendre - si ce n'est plus de rigueur encore - et que nous restons pleinement déterminés à dénoncer, tout en appelant la France et l'UE à établir enfin de nouvelles politiques de coopération juste, ouverte et équilibrée avec les pays d'origine.

Bernadette Hétiér,
co-Présidente du MRAP

Rassemblement le 12 novembre devant la Cour de Justice de la République pour le dépôt de la plainte du MRAP contre Manuel Valls

Mardi 12 novembre 2013 à 11 heures, une délégation du MRAP s'est présentée à la Cour de Justice de la République, rue de Constantine, dans le 7^e arrondissement de Paris pour déposer solennellement une plainte pour provocation à la haine, la violence et la discrimination raciste contre les propos tenus le 24 septembre 2013 sur les Roms par Manuel VALLS, ministre de l'Intérieur.

Ce dernier avait en effet déclaré au sujet des Roms : « (des) populations qui ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres et qui sont évidemment en confrontation » ou encore « Les Roms ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie »

enfin, « j'aide les français contre ces populations, ces populations contre les français ».

Non seulement, Manuel VALLS nie ainsi aux membres d'un groupe ethnique particulier parmi les ressortissants roumains et bulgares, la liberté de circulation dont ils disposent en tant que ressortissants de l'Union européenne mais il culturalise de façon essentialiste des modes de vie qui résultent avant tout de la pauvreté et de l'exclusion et oppose entre eux des groupes de populations.

Ce faisant, Manuel Valls crée un sentiment de rejet à l'encontre des Roms. Il exhorte à la violence, à la haine et à la discrimination raciste.



Liberté et dignité pour les prisonniers, liberté et dignité pour le peuple palestinien

« ... nous croyons que la responsabilité morale, juridique et politique de la communauté internationale pour aider le peuple palestinien dans la réalisation de ses droits, est d'aider à assurer la liberté de Marwan Barghouti et de tous les prisonniers politiques palestiniens. L'un des indicateurs les plus importants de la volonté de faire la paix avec votre adversaire est la libération de tous les prisonniers politiques, un signal fort de la reconnaissance des droits des personnes et justes revendications pour la liberté. »

Ces paroles ont été prononcées le 27 octobre, à Robben Island, en Afrique de Sud lors du lancement de la Campagne internationale pour la libération de Marwan Barghouti et de tous les prisonniers politiques palestiniens. Ahmed Kathrada, ancien compagnon de Nelson Mandela, qui lui-même a passé 26 ans en prison, est un des artisans de cette campagne au côté de Fadwa Barghouti, avocate et épouse de Marwan.

Ce 1^{er} octobre 2013, selon l'association Addamer (conscience en arabe) se trouvent dans les prisons et les centres de détention israéliens 5 046 prisonniers politiques palestiniens, dont 135 détenus administratifs, 15 femmes et 179 enfants, des journalistes, des universitaires ou des chercheurs, certains en grève de la faim depuis de longs jours, des parlementaires de toutes tendances tels Marwan Barghouti, le président du groupe d'amitié France-Palestine au Conseil législatif palestinien, ou Ahmed Saadat, secrétaire général du Front populaire, enlevés et incarcérés en violation du droit international.

Le gouvernement israélien n'utilise pas l'incarcération, comme il le dit, pour des raisons sécuritaires mais pour briser la résistance d'un peuple. Nous rappelons que le 1^{er} avril 2011, le Conseil des droits de l'homme de l'Assemblée générale de l'ONU a déclaré : « Tous les peuples et tous les individus ont le droit de résister et de s'opposer à la domination

coloniale ou étrangère oppressive qui constitue une violation flagrante de leurs droits de l'homme, notamment le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, conformément au droit international. »



750 000 Palestiniens ont connu les geôles israéliennes depuis 1967. Ce problème concerne donc pratiquement chaque famille palestinienne. Le système judiciaire israélien, militaire ou civil, ne permet pas une justice équitable, il autorise entre autres : la torture « en cas de nécessité », les punitions collectives, la détention administrative qui permet de maintenir en prison les Palestiniens sans charge ni inculpation pour 6 mois renouvelable indéfiniment, ce qui correspond à une détention arbitraire, contrairement aux Conventions de Genève. C'est un système qui méprise un grand nombre des règles du droit international et, qu'à ce titre, la communauté internationale se doit de condamner.

Dans la société palestinienne, les prisonniers politiques jouent un rôle majeur en faveur de la réconciliation et de la paix. Marwan Barghouti a passé deux décennies de sa vie dans les prisons israéliennes, y compris les 11 dernières

années. Lors de son procès, il a refusé de plaider sa propre cause pour défendre les droits de son peuple. Craignant la division du peuple palestinien, en 2006 à la suite de la victoire du Hamas aux élections législatives, il fut le principal rédacteur avec les leaders des différentes factions incarcérés d'un document en faveur de l'unité, « le document des prisonniers ». Il fut signé par les responsables des différents mouvements dont ceux du Hamas et du Jihad islamique. Ce document appelle à la création d'un Etat palestinien sur les frontières de 1967.

La question des prisonniers doit occuper une place centrale dans les mouvements de solidarité internationale pour les droits du peuple palestinien, dans les organisations des droits de l'homme et aussi au niveau parlementaire et gouvernemental. La libération des prisonniers politiques palestiniens est un préalable nécessaire à des négociations de paix sérieuses et crédibles.

Pour contribuer à la sensibilisation et à la mobilisation de l'opinion française en mettant enfin cette question en pleine lumière, l'AFPS (Association France-Palestine Solidarité) a lancé en juillet 2012 une grande campagne de parrainages de prisonniers politiques palestiniens. Ces envois de courriers mensuels permettent d'« apporter de l'espoir et un rayon de soleil dans des cellules qui sont souvent obscures », nous rappelle Saïah Hamouri, qui soutient cette campagne, mais aussi d'envoyer un signal fort à l'Etat d'Israël en lui rappelant que ces prisonniers ne sont pas oubliés et que la société civile veille. Aujourd'hui, 2300 parrains et marraines, membres ou non de l'AFPS, écrivent régulièrement mais il faut continuer à se mobiliser car tous les jours de nouvelles incarcérations ont lieu.

Pour parrainer un prisonnier : <http://www.france-palestine.org/>
Parrainer-un-e-prisonnier-e

Mathilde Caroly, membre du BN de l'AFPS

Visites à Mumia, Debbie, Janet et Janine



Une délégation du Collectif français « LIBERONS MUMIA ! » s'est rendue aux États-Unis en novembre dernier pour y rencontrer MUMIA et les prisonnières de MOVE qui ont en commun le fait d'avoir été condamnés sans la moindre preuve. Leur couleur de peau et leur combat politique contre toutes les formes de discrimination, faut-il le rappeler, ont servi de prétexte à la police raciste de Philadelphie et à la justice inéquitable de Pennsylvanie pour les accuser et les condamner.

Comme les fois précédentes, la visite à Mumia fut un moment intense de fraternité réciproque, tant les liens tissés au fil des années avec ses amis français comptent humainement beaucoup pour lui et l'issue de son combat. Brevement, comment va-t-il ? Il est toujours seul en cellule. Il est en bonne forme physique. Il travaille désormais au tri sélectif des ordures de la prison pour 45 dollars par mois (tarif inchangé depuis 1975). Il écrit un nouveau livre sur la thématique de l'impérialisme américain. Sa relation aux autres prisonniers est un moment quotidien (sorties dans la cour de la prison, repas en commun, activités collectives) qu'il apprécie particulièrement mais difficile à gérer tant le nombre de sollicitations est important. Tous ceux qui l'approchent (il y a 2 400 prisonniers) s'adressent à l'homme exceptionnel, au père ou au frère qu'il incarne et dont les conseils sont si précieux et sans aucun doute réconfortants. Enfin, discret comme toujours, il ne dit que peu de

mots sur ses souffrances personnelles, notamment les problèmes de santé rencontrés par plusieurs membres de sa famille, qu'il s'agisse de son épouse ou d'autres proches.

Comme sa sortie du couloir de la mort fut une victoire de la mobilisation internationale, il ne compte que sur la poursuite du combat pour « rentrer à la maison ». A ce propos, la délégation française a rencontré sa porte-parole, Johanna Fernandez, pour faire le point des initiatives qui marqueront le 60^{ème} anniversaire de Mumia (24 avril prochain) et sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir. Nous avons également rencontré Frances Golding, l'Editrice de Mumia, laquelle est privée, sans le moindre motif, de toute visite à ce dernier depuis sa sortie du couloir de la mort en 2011 !

Après notre visite à Mumia, nous avons roulé toute une journée pour aller rencontrer Debbie, Janet et Janine incarcérées depuis 35 ans (accusées et condamnées collectivement pour un meurtre dont le coupable n'a jamais été identifié). Des amis de Philadelphie, Ramona, Mike et Kevin et Meagan, ont également roulé toute une nuit pour nous rejoindre à la prison. Les prisonnières sont toujours aussi heureuses de nous voir et le manifestent avec émotion en se lançant dans nos bras. Pour Debbie, embrasser son fils Mike, né en cellule en 1978, est toujours un moment de joie particulièrement intense. Néanmoins, le poids de tant d'années en prison et l'incertitude d'en sortir

se lisent sur leurs visages aux traits tirés. Pour elles, comme pour leurs conjoints également condamnés à une aussi lourde peine, toute demande de libération conditionnelle est en effet régulièrement rejetée malgré un excellent dossier pour leur comportement exemplaire en prison. Elles nous informent qu'elles viennent d'être transférées dans une cellule provisoire avec trois autres prisonnières et les chiots qu'elles ont en charge. Leur cellule est si insalubre qu'une des codétenues est sans cesse malade. Elles devraient bientôt réintégrer une cellule rénovée mais nouveau souci : on leur annonce qu'elles ne disposeront désormais que de deux boîtes de trente centimètres pour ranger leurs vêtements et leurs objets personnels !

Debbie s'en inquiète. Seule option : envoyer par la poste, et à leurs frais, photos et souvenirs de leur vie lointaine de femmes libres. Ramona promet d'en prendre soin. Mike veut la rassurer en lui disant qu'elle et son père pourront vivre avec lui à leur sortie de prison. Epuisé d'avoir conduit toute la nuit, il ferme les yeux et sommeille un moment sur l'épaule de sa mère. Pour Janet et Janine, dont les enfants ont été tués par la police, quel avenir ? Où aller ? « En France ! » répondons-nous. Quelques minutes de rêves et de rire. Mais il est déjà 14h45, l'heure de repartir pour New York d'où nous décollerons le lendemain. Nous embrassons tout le monde et promettons de revenir vite mais... une gardienne nous interdit de sortir avant 15h30 ! Règlement du jour nous dit-on !

L'absurdité le dispute à la cruauté dont sont victimes nos amies Debbie, Janet et Janine². Le soutien que nous leur apportons, c'est leur survie...

1. Claude Guillaumaud-Pujol et Jacky Hortaut, co-animateurs du Collectif français de soutien à Mumia Abu-Jamal ont séjourné aux États-Unis du 13 au 18 novembre 2013.
2. Pour en savoir plus sur ces femmes au courage et à la dignité exemplaires, nous vous invitons à acheter le livre « Prison de femmes » que Claude Guillaumaud-Pujol leur a dédié et dont le produit de la vente permet d'améliorer leur quotidien en prison.

Agir contre l'extrême droite

Réunion nationale du MRAP le 16 novembre 2013

Compte-rendu par Alfred Zimmer.

La CGT n'a pas pu envoyer d'orateur, suite à un problème de logistique. Elle a laissé un message axé sur la liberté, l'égalité, la fraternité et l'émancipation des peuples.

Nikos Graïkaos du parti grec SIRIZA a pris la parole le premier :

Il rappelle que le 17 novembre 1973 la radio libre à l'Ecole de Chimie appelle au soulèvement général et au soutien de la population. J'ai retrouvé cet épisode. <http://www.info-grece.com/encyclopedie/revolte-polytechnique.73M201.html>

Les 14 composantes de la coalition SIRIZA ont formé un Parti unifié qui porte le nom SIRIZA. Le PC grec reste en marge.

Dans la lutte contre l'EXD (extrême-droite) et contre le racisme, lutte-t-on contre des partis d'extrême-droite ou contre des idées ? « Aube dorée » est une organisation criminelle néo-nazie grecque. Des ministres sont ouvertement d'EXD. Aube dorée essaye de se montrer sociale. On voit sur une vidéo un militant d'Aube dorée aider une vieille dame à aller à la banque dans un quartier chaud. Cela a été mis en avant par Aube dorée. La dame était la belle-mère du militant d'Aube dorée.

Utilise-t-on aussi l'arsenal juridique ? Aube dorée a déposé une plainte contre d'autres partis. La plainte fut recevable



contre deux personnes dont le Directeur de l'Ecole Polytechnique qui héberge une radio libre et contre une autre qui est juif. Les deux ont été relaxés.

Une théorie consiste à renvoyer dos à dos Aube dorée et SIRIZA. Un assassinat réalisé par Aube dorée a permis de dénoncer Aube dorée et d'arrêter des militants.

Nous disons non à la politique par procuration. Organisez-vous dans les quartiers ! N'appellez pas SOS SIRIZA, si vous n'avez rien fait dans le quartier ! Si SIRIZA arrive au gouvernement, il faudra un mouvement populaire fort, sinon le gouvernement pourra facilement être renversé.

Bernard Schmitt du service juridique du MRAP :

Les exemples européens montrent qu'il y a deux pôles au niveau de l'EXD :

- dans les régions prospères, l'Europe est présentée comme riche. Elle doit éviter de se faire inonder par les populations qui arrivent. On voit un refus de l'impôt, de l'immigration on entend « on ne veut pas payer pour eux ». C'est le cas en Norvège, aux Pays-Bas ;
- dans les pays en difficulté, l'EXD dit que les pays qui sont en haut de l'échelle ne méritent pas d'y être car « il y a un complot international contre les nations ».

Le FN comme le FPOE en Autriche a connu un tournant. L'ultralibéralisme des années 1980 (Le Pen disait alors qu'il était le Reagan français) a cédé la place à un discours national protectionniste, protecteur des pauvres à partir de 1990. Après la mort du bloc soviétique, le FN n'avait plus besoin de contribuer à mettre en place le néolibéralisme. Sans modèle concurrent, le néolibéralisme a submergé le monde. Au congrès de Nice le FN dit qu'il peut parler d'écologie et du social, car les autres partis ont repris ses thèses. En effet la droite classique a repris ses thèses sur « la préférence nationale ». Certains éléments du discours du FN sont repris par d'autres partis. Lutter pour l'environnement pour le FN, c'est chasser les immigrés.

La riposte à organiser :

- utiliser le droit car c'est utile mais ce n'est pas suffisant ;
- construction d'un mouvement populaire.

Jean-Paul Ravaux de VISA :

Les électeurs de l'UMP souhaitent des accords entre droite et EXD et ceux du FN aussi.

Avec Sarkozy l'UMP a pris un virage très à droite : la moitié des électeurs de l'UMP sont favorables à des alliances avec le FN. L'image de Marine Le Pen s'est nettement améliorée au sein de l'UMP. Depuis que le FN monte, l'électorat UMP désire cette alliance, en particulier les électeurs populaires et jeunes. La droite avec ses trois composantes traditionnelles est morte. 70 % a été marqué par Sarkozy et les gaullistes ne représentent à présent plus que 12 % de l'UMP. La droite forte, dont le programme est celui du FN, a eu 27 % des voix de l'UMP avec des militants jeunes de moins de 30 ans. Avec son discours contre l'assistanat, Vauquer a eu 25 %. Guillaume Pelletier qui vient de la droite intégriste du FN, proche de Gérard de Villiers et du discours contre les musulmans est un autre courant. L'UMP dit que son programme est fait pour attirer les électeurs. Le PCF n'est plus vu par les militants de l'UMP comme fait de gens avec qui ils ont lutté contre le nazisme mais fait d'alliés de l'URSS. En prévision des primaires en 2016 des élections présidentielles, Fillon a eu une embarquée en cas de choix entre candidat du FN et candidat de gauche. Certains n'ont pas été d'accord mais le FN a été une nouvelle fois légitimé, celle fois par Fillon.

La charte du FN pour les municipales peut tromper le monde. Au FN on dit qu'on gère les municipalités comme de bons pères de famille, sans appliquer le programme du FN. Ce qu'il dit des camps de Roms et des gens du voyage est inad-

missible. Le FN a été à la tête de 4 villes. A Orange Bompard y est encore, bien que n'étant plus au FN.

Les élections municipales ont lieu deux mois avant les européennes. Marine Le Pen espère que le FN sera le premier parti de France après les européennes. Elle veut montrer qu'il y aura d'un côté l'UMP et de l'autre le FN.

Le FN recrute des jeunes peu politisés. Un des problèmes du FN sera de garder le contrôle des situations locales. Il espère des conseillers municipaux, des porte-voix de Marine Le Pen. L'obsession du FN est de casser l'UMP pour être seul au pouvoir par la suite. Avant les européennes le FN ne veut donc pas d'alliances à droite.

Après le suicide de Dominique Venner, MLP a fait un très beau communiqué. On voit qu'elle lit et avait noté que ce militant voulait déjà dédramatiser le FN. MLP est apparue à cette occasion comme une véritable militante d'extrême-droite formée.



Philippe Brard de VISA :

VISA a été créé par des syndicalistes de Raifront. Nous disons à ceux qui arrivent à VISA « bienvenus ! »

A VISA on est pour une politique unitaire. Pour être antifasciste, il n'est pas nécessaire d'être anticapitaliste.

VISA a été à l'initiative de la création de la CONEX.

La classe ouvrière n'est plus dans des bastions ouvriers. Elle est formée de chômeurs, d'intérimaires, de jeunes à la recherche du 1er boulot. Le FN progresse dans ces secteurs vierges.

MLP réussit à se faire inviter à Sciences Po. La bourgeoisie se sert du FN comme force de pression mais ne veut pas du FN au gouvernement.

VISA est pour un syndicalisme de lutte où on pose la question des membres infiltrés du FN dans les syndicats. Pour le FN chaque militant syndical gagné au FN

est important. Dans la rue on se retrouve parfois avec des identitaires.

La CFTC est vérolée par le FN.

Le mouvement syndical et le mouvement associatif ont une grande responsabilité quand les jeunes sont presque seuls dans la rue.

40 villes de plus de 3 000 habitants ont donné 40 % ou plus au FN.

Le FN est basé sur le culte d'un chef. Il va reproduire ce qu'il a déjà fait dans les mairies précédemment.

Frédéric Bodin de l'Union Syndicale Solidaire :

Les problèmes économiques et sociaux créent une peur pour l'avenir.

Le FN reste un parti d'EXD. Il a évolué au niveau du discours.

Les militants de FO ont voté à 25 % pour le FN.

Voir les militants passer au FN est un vrai danger. Ne pas s'en prendre aux idées du FN est une erreur tragique qu'on paiera.

Pour faire reculer le FN, il faut obtenir des victoires sociales en manifestant massivement.

Gérard Kerforn du MRAP :

Ne reprend pas ce qui a été expliqué. En 1983 et à présent en 2013, il y a un désenchantement. Retours des thèmes identitaires contre l'autre, contre les étrangers du Sud, contre les homosexuels, les prostituées ... La nation de race revient. Le FN progresse. **Doit-on fragmenter les luttes ou avoir un discours global, établir des passerelles entre ceux qui luttent ?**

Coordination européenne du Conseil de l'Europe : le but est d'occuper la toile par les jeunes.

Débat :

L'insécurité et l'immigration motivent depuis toujours l'électorat du FN. Les cadres du FN ont baigné là-dedans et sont racistes. Pendant des années on a dit que le vote FN n'était pas raciste. Les mots racisme et fascisme ne font plus peur et il importe de dénoncer les dangers au niveau social tout en continuant de montrer le danger raciste et fasciste. Racisme anti-pauvre, racisme anti-Roms. 500 000 Roms sont intégrés en France a expliqué un professeur de romani à la Sorbonne devant un tribunal. Après 400 morts à Lampédusa, le FN a écrit « C'est 400 places dans les HLM » MLP dit qu'elle défend l'école publique contre le gouvernement qui veut la détruire... Son programme se veut protecteur des pauvres. Si nous dénonçons les propositions sociales de MLP, les gens peuvent nous rire au nez. Le FN prend

constamment pour cibler les syndicats. Des « structures syndicales » du FN ont été refusées par la Justice car elles n'avaient rien de syndical. MLP est pour la préférence nationale. C'est clair. Cela divise ceux qui travaillent. Nous pouvons dénoncer le programme pseudo-social du FN mais les fascistes se moquent du programme et une fois arrivés au pouvoir, ils font autre chose. Le montrer dans des cas précis. La France décline au niveau des droits de l'Homme dans les commissariats, les écoles...

Rétablir certaines vérités (voir les sites de la CGT et de la CFDT) :

- Il n'y a pas trop d'étrangers en France (7%) ;
- l'immigration ne coûte pas à la France ;
- l'immigration permet d'embaucher à des postes que les Français ne veulent pas.

Dénoncer la politique du bouc émissaire. Travailler sur l'apport des immigrés et communiquer à ce sujet. Ce qui coûte cher c'est le renvoi des immigrés. Le FN est pseudo-laïc. Quand MLP parle de laïcité, c'est contre l'islam et contre « l'islamisation de la société ». L'argent du FN ? Les Le Pen sont des multimillionnaires et les anciens du GUD s'occupent des finances du FN.

Les questions économiques qui font débat au sein du FN à propos de l'Euro montrent que la politique néolibérale est toujours présente au FN.

Pour prendre le pouvoir, le FN doit fournir un travail de conviction. Au niveau intellectuel nous devons faire un travail pour apprendre à vivre ensemble et l'opposer aux thèses du FN. Agir au niveau de l'éducation.

Peut-on utiliser le droit pour demander l'interdiction du FN et pas seulement pour traduire en justice des élus du FN ? On ne fera pas disparaître le FN par une mesure administrative, maintenant que le FN récolte environ 20 % des voix.

Ester en justice quand nous pouvons gagner.

Organiser lors des municipales des collectifs qui expliquent ce qu'est le FN, dénoncer ses idées. Il importe aussi de discuter avec les victimes de la situation et ne pas les laisser entre les mains des militants du FN.

Mettre en garde contre le vote FN les électeurs qui s'abstiennent. Ceux qui s'abstiennent ont souvent peu de liens sociaux et se replient sur eux-mêmes. Dans la lutte contre le fascisme, en pas exiger d'être d'accord sur tout (colonialisme, sans-papiers...).

Termes à éviter :

Bannissons le terme « populiste » car le FN prend des positions que ne sont pas des idées du peuple. Ce terme a été utilisé à tort et à travers.

Parler de « lepénisation des esprits » en se demandant si la France est raciste, est contreproductif.

VISA n'utilise pas le terme « islamophobie » car cela fait débat. Nous ne soutenons pas ceux qui veulent des condamnations pour blasphèmes. « Racisme antimusulmans » est un meilleur terme. Attention à ne pas sombrer nous-mêmes dans la haine comme cet antiféminisme que nous avons vu sur internet vis-à-vis d'Angéla Merkel ou de Rachida Dati !

Pourquoi le FN est-il si présent dans les médias ?

Il mène des actions de terrain et Marine Le Pen fait monter l'audimat. Des médias donnent le « la » et d'autres reprennent cette idée.

Quelques personnalités dont il fut question :

JM Le Pen, Président d'honneur du FN, a gardé des liens avec les extrémistes les plus fascistes des débuts du FN notamment. Le FIS en Algérie avait de bonnes relations avec JM Le Pen. Saddam Hussein aussi. Jean Yves Le Gallou est le leader intellectuel de l'EXD.

Longuet est resté fidèle à l'EXD, alors que Devedjian a reçu des coups de l'EXD et s'en est séparé.

MLP n'aime pas les pétainistes mais donne des responsabilités aux anciens du GUD, aux identitaires.

Caroline Fourest, si elle écrit et dit des bêtises, n'est pas fasciste.

Houria Boutelja est la représentante d'un parti politique.

Un livre conseillé :

Alexandre Dézé, maître de conférence en science politique à l'université de Montpellier 1 et chercheur au Centre d'études politiques de l'Europe latine, a écrit « Le Front National : à la conquête du pouvoir ? » chez Armand Colin 18€. C'est un des deux meilleurs livres sur l'EXD. Le FN est un parti d'EXD qui cherche à s'intégrer dans la vie politique et qui se présente aux élections. Cela crée des tensions permanentes au sein du FN.

Interventions Solidaires à la journée organisée par le MRAP le 16 novembre 2013

Le syndicalisme face à l'extrême droite

Les politiques libérales et sécuritaires ont généré une aggravation du chômage, un développement des inégalités sociales, de la précarité, de la pauvreté et de l'exclusion qui n'a fait qu'accroître une désespérance sociale sur laquelle l'extrême droite et notamment le Front national prospèrent en surfant sur les peurs et l'anxiété face à l'avenir. Alors que l'exaspération face au sentiment de

n'être ni écoutés ni entendus, touche une partie toujours plus grande de la population, le Front national a nettement opté pour une « stratégie de gouvernement » et essaye d'avancer masqué derrière une façade supposée plus respectable, plus sociale et plus crédible.

Nous sommes face à un changement de stratégie plus qu'à un réel renouvellement idéologique. Le FN reste un parti d'extrême droite, nationaliste et raciste. Son discours pseudo-social rompt avec

les diatribes ultra-libérales de Jean Marie Le Pen. Mais s'il dénonce les excès de la « mondialisation capitaliste », c'est pour mieux défendre le capitalisme libéral des petits patrons « bien de chez nous » dans un cadre national où il n'y aurait plus de classes sociales et d'intérêts divergents.

Pour cela, il emprunte et pervertit des notions progressistes et les valeurs syndicales (nationalisation, services publics, laïcité, etc...). Ce qui impose de déconstruire leurs discours pour démon-

trer en quoi le FN est le pire ennemi des travailleurs-euses, des chômeurs-euses, et ne répond en rien à la logique destructrice du capitalisme financier.

La politique de « dédramatisation » est portée par une nouvelle génération de quadragénaires qui ne se contente plus d'une posture protestataire mais qui vise le pouvoir, en faisant éclater l'UMP au passage. Une porosité grandissante entre la droite et l'extrême droite est d'ailleurs à l'œuvre depuis plusieurs années, en France et en Europe, quand ce ne sont pas comme en Grèce ou certains pays d'Europe de l'est des partis ouvertement néo-nazis qui occupent l'espace.

La progression du FN lors des derniers scrutins ne peut qu'inquiéter, et d'autant plus que des analyses font état d'un vote d'adhésion à 48 % contre 35 % de vote protestataire. Quant au choix du vote, si les thèmes de l'immigration sont devant avec 77 %, et la sécurité avec 54 %, contre 38 % sur l'emploi, cela ne signifie pas que la situation sociale ne soit pas à la racine de ce vote. Ce qui engage plus que jamais le syndicalisme à offrir d'autres alternatives.

Les études de Liaisons sociales, sorties des urnes sur la « proximité syndicale et vote », malgré les limites de ces études (déclaratives, avec un échantillon réduit, ne prenant pas en compte les non-votants par choix ou exclusion), montrent ce que nous savions déjà : le vote FN n'épargne pas les organisations syndicales, dont une partie des membres s'est laissé tenter par ce vote.

Le poids ce vote FN est effectivement inégal, frôlant parfois les 25% pour certaines organisations selon les scrutins. Que Solidaires soit, d'après ces enquêtes, relativement moins touché que d'autres ne peut cependant nous réjouir. D'abord, parce que les marges d'erreur de ce type d'enquête sont importantes. Mais aussi, et surtout, parce que quelques % (3 ou 4) des gens qui se sentent proches de nous syndicalement et qui votent cependant FN, c'est toujours quelques % de trop !

Nous pensons que la riposte du syndicalisme face à la diffusion des thèses de l'extrême droite passe par, au moins, 3 niveaux :

- En interne, il y a un véritable enjeu de formation et d'information. Lors d'un Bureau national de Solidaires, qui réunit les responsables des syndicats et fédérations de notre Union syndicale, nous avons organisé un débat sur le « nouveau visage de l'extrême droite » suite à l'élection de Marine Le Pen à la tête du FN, avec la journaliste Caroline Monnot et une camarade de Visa. A l'issue de cette rencontre, **la motion votée rappelait que :** « L'Union syndicale Solidaires engagée dans les com-

bats contre les politiques xénophobes ne fera aucune concession au Front national ni dans ses propositions, ni dans sa place dans le syndicalisme et rejette toute forme de banalisation de ce parti et de ses idées nauséabondes. Solidaires considère qu'il est de sa responsabilité de combattre le FN, ses projets et de démontrer en quoi ils sont contraires aux intérêts et aux revendications des salarié-e-s. »

Début 2012, nous avons réalisé un **4 pages en direction des adhérent-es mais surtout des salarié-es** intitulé « Ne pas se tromper de colère » qui décryptait le programme du FN et ses mensonges, que nous sommes en train de réactualiser.

Lors de notre dernière **rencontre inter-professionnelle annuelle**, un débat était consacré à la question « syndicalisme et antifascisme », avec là aussi un intervenant de Visa.

Mieux armer nos militant-es pour répondre au discours de l'extrême droite qui se répand et se banalise autour de nous, dans les entreprises et les bureaux, lors des tournées syndicales, c'est une nécessité.

- Auprès de salarié-es, nous devons **affirmer, sans concession, notre antifascisme**, parce qu'il est partie intégrante de notre identité et de notre projet syndical. Evidemment, ce n'est pas toujours un sujet facile, soit parce qu'il est « clivant », soit parce qu'on sent que nos arguments ne pèsent pas face à des slogans simplistes et des fausses évidences. Sur bien d'autres sujets, nous savons bien que nous devons aussi lutter contre le discours dominant, faire preuve de pédagogie, expliquer sans cesse, et pourtant, nous le faisons. Alors, il est normal de le faire aussi sur la question de la lutte contre l'extrême-droite.

- Il nous faut démontrer aussi que le syndicalisme peut être porteur d'un projet de transformation sociale face aux politiques libérales, que l'unité et la maîtrise des luttes par les salarié-es est une force.

Le FN n'est jamais très à l'aise en période de fort mouvement social et ses prises de position peuvent varier d'un jour à l'autre dans ces périodes... Par contre, il sait bien que chaque défaite du mouvement social, comme chaque lutte non menée, lui ramènera son lot de nouveaux électeurs potentiels. Comme le disaient déjà l'appel des 250 et Ras l'front, leurs avancées sont faites de nos reculs.

Cela peut paraître une banalité, mais nous le répétons, c'est parce que nous mènerons des luttes victorieuses sur le terrain des droits sociaux et économiques que nous pourrions faire reculer durablement le FN. Partisan d'un

syndicalisme de transformation sociale (heureusement, comme d'autres), nous pensons que ce système doit être combattu et radicalement modifié, qu'un autre partage des richesses est une nécessité absolue ! C'est, pour nous, une des façons les plus sûres pour faire redescendre le poids de l'extrême droite au niveau groupusculaire.

Sans se mentir sur l'efficacité concrète et immédiate de ce type d'appel, nous pensons que la déclaration commune de mars 2011 CGT, CFDT, FSU, Solidaires, UNSA « *la préférence nationale n'est pas compatible avec le syndicalisme !* » a permis d'affirmer l'antinomie entre les valeurs du syndicalisme et l'idéologie du FN.

A ce titre, l'initiative actuellement en préparation par CGT, FSU et Solidaires d'une **campagne intersyndicale unitaire contre l'extrême droite, ses idées et ses pratiques** est porteuse d'espoir. Le travail unitaire est une nécessité absolue. Suite au meurtre de notre camarade Clément Méric en juin dernier par des néo-nazis, une dynamique s'est mise en place : près de 80 organisations très différentes (syndicales, associatives, politiques, collectifs...) ont décidé de travailler en commun et notamment de partager les informations et les ressources sur l'extrême droite. Solidaires se charge de la rédaction d'une lettre d'échanges, toutes les 2 ou 3 semaines, envoyée aux organisations qui avaient signé l'appel « le fascisme tue, ensemble combattons le », chacune pouvant la diffuser dans ses réseaux.

Ne pas tromper de colère

La théorie de l'Etat fort de Marine Le Pen (différent de l'ultralibéralisme du père) sans aucune analyse de sa nature de classe et des propositions anticapitalistes conduit l'extrême droite à un modèle autoritaire au service des intérêts du capital.

Face à l'Europe et à la mondialisation libérale, les réponses du FN ne visent qu'à protéger le capitalisme national sans s'attaquer au rapport capital/travail et à la financiarisation de l'économie. Que ce soit sur les questions économiques et sociales ou sur les questions sociétales, leurs réponses sont aux antipodes d'une logique d'émancipation, de solidarité ouvrière.

Pour résumer, si on peut penser que l'on n'éradiquera pas totalement la part d'irrationnel du racisme, le syndicalisme a le devoir de combattre les racines sociales qui le font prospérer, mettre à jour le fondement anti social du programme du FN, former nos militant(es), développer les luttes sociales.

L'extrême droite, son discours « social », la préférence nationale et quelques pistes pour notre riposte

Quel est le programme du Front national, par exemple en matière sociale ? La réponse est qu'il n'y en a pas vraiment. La raison de ce constat : le principal parti d'extrême droite n'a pas de véritable discours cohérent en la matière, il n'existe pas un « corps de doctrine » plus ou moins immuable (qui serait éventuellement adapté aux évolutions la société), ni de projet clairement cristallisé autour de quelques piliers programmatiques. Au contraire, les promesses du FN en matière économique et sociale apparaissent bien souvent largement tributaires du public auquel le parti s'adresse, ce dernier étant capable de changer de discours et de visage en fonction du terrain dans lequel il se trouve ou des intérêts de son public respectif. D'ailleurs, sur le site Internet du parti, la thématique économique et sociale est bien plus largement illustrée par des interviews de l'actuelle chef du parti, Marine Le Pen - dont le contenu est à géométrie variable - que par un clair contenu programmatique.

Néanmoins, au moins un véritable pilier programmatique existe. Il est nommé « **la préférence nationale** » (même si au cours des premiers mois après l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du parti, depuis le 16 janvier 2011, le FN a parfois expérimenté des nouvelles formules pour dire la même chose : « **priorité nationale** », « **priorité citoyenne** » avant de revenir à la variante originelle). Le sens de la formule est clair : il doit y avoir des privilèges réservés par la Loi aux nationaux ; une sorte de discrimination structurelle appliquée à l'accès à l'emploi, aux prestations sociales, au logement ou encore en matière de retraites. L'inventeur des termes « **préférence nationale** » pour désigner ce concept est un certain Jean-Yves Le Gallou, un cadre venu de la « Nouvelle Droite » intellectuelle des années 1970 - en l'espèce du « Club de l'Horloge » - et qui a successivement occupé des fonctions dirigeantes à l'UDF-Parti Républicain jusqu'en 1985, puis au FN (dont il a été président du groupe au Conseil régional d'Ile-de-France de 1992 à 1998), enfin au MNR, ce « Mouvement national républicain » né d'une scission du FN sous la conduite de Bruno Mégret. Aujourd'hui plutôt déçu des structures partidaires, Le Gallou reste un cadre de haut niveau de l'extrême droite et se

consacre presque entièrement au travail sur les concepts et sur les mots ainsi qu'au combat idéologique, à la tête d'une « fondation Polémia ».

Dans une interview accordée au journal « National Hebdo » (à l'époque hebdomadaire du FN) au lendemain du congrès de Strasbourg du FN et parue le 10 avril 1997, Jean-Yves Le Gallou explique : « **La préférence nationale est le noyau nucléaire de notre programme.** » Tout est dans le titre, en effet : le noyau est ce qu'il y a de stable dans un atome, tout le reste (en l'occurrence surtout les électrons) est mouvant et tourne autour. L'image était plutôt bien choisie. Si l'idée de « préférence » en fonction de la nationalité - et donc de discrimination à l'égard des immigré-e-s - reste toujours au milieu, tout le reste tourne au fil du temps. Ce qui a ceci de pratique qu'en théorie, en tout cas si tout marche bien pour lui, le FN devrait avoir un immense avantage : puisqu'il promet de réaliser tout ce qu'il promet sur le dos des non-nationaux, il ne devrait pas faire des déçus parmi les électeurs et électrices (ayant par définition la nationalité). En tout cas pas avant la prise du pouvoir débouchant sur des résultats... peut-être moins bons pour les intéressé-e-s que promis. En attendant la mise en œuvre de son programme en bonne partie incantatoire et/ou fourretout, le parti pourra ainsi promettre à peu près tout et son contraire, à chaque

couche d'électeurs et électrices. Ce sont les non-nationaux (n'ayant donc pas le droit de voter) qui payeront !

Ainsi, en principe, le parti d'extrême droite - à l'instar du fascisme historique qui a procédé de manière comparable, sur ce terrain - peut prétendre être le défenseur de leur propriété pour les possédants, mais aussi le parti de la revanche sociale pour les non- ou moins-possédants. Il peut prétendre être le parti de la conservation et du mouvement, l'expression de la colère mais aussi de la volonté de défendre des privilèges existants.

Néanmoins, au fil des années, le discours ou le programme affichés du FN sur le terrain économique et social ont connu des modifications, même profondes. Ceci parce qu'ils été, à chaque période de l'Histoire récente, marqués par une tendance principale.

D'abord, le FN des années 1980, qui vient de devenir un parti de masse en termes de votes (pas nécessairement en termes de militant-e-s) à partir de 1983/84. Les premiers succès du parti se construisent sur une base conquise à la droite conservatrice.

Les percées électorales initiales du FN ont été possibles grâce à des couches qui venaient de tourner le dos à la droite classique, s'exprimant à l'époque dans le RPR et dans l'UDF. Il s'agit essentiellement de couches moyennes ou petites-



bourgeoises, composées de petits patrons, artisans, commerçants, exploitants agricoles ou encore professions libérales. Le principal motif de leur désarroi vis-à-vis de la droite RPR/UDF : celle-ci ne défend plus suffisamment, à leurs yeux, le petit capital contre le gros (mais aussi contre le mouvement ouvrier). Sur fond de mouvements de concentration du capital, induits par la modernisation de l'appareil économique, mais aussi l'ouverture des frontières à l'intérieur de la CEE (Communauté économique européenne), ces milieux sociaux se sentent menacés dans leur existence, mis en danger face au rouleau-compresseur du grand capital le plus productif. Mais en 1984, c'est une mobilisation plus « culturelle » et idéologique leur apporte un supplément d'âme : la droite et l'extrême droite prennent la rue pour une mobilisation de masse en défense de l'« école libre », autrement dit, des privilèges de l'enseignement privé et confessionnel. Toute similitude avec certaines mobilisations actuelles, en 2012 ou 2013, n'est, évidemment, pas fortuite.

A l'époque, le discours économique et social du FN qui accompagne ce premier ancrage électoral est clair comme eau de cristal : il est un défenseur du libéralisme économique, du droit du plus fort appliqué à l'économie. L'essentiel du discours, c'est : à bas les syndicats, à bas l'impôt - ce qui ne demande pas à Jean-Marie Le Pen de se faire beaucoup violence, lui qui a commencé sa carrière politique comme député poujadiste en 1956 -, à bas l'intervention de l'Etat dans la sphère économique. Le Code du travail ? Il faut tailler dedans. Les organisations syndicats ? De méchants « preneurs en otage » du patronat.

Or, l'orientation du discours va évoluer dans les années qui suivront. Le fond de l'affaire réside dans un double mouvement. Primo, les couches moyennes et petites-bourgeoises ainsi gagnées électoralement au début des années 1980, restent malgré tout disputées entre le FN et la droite classique. Attirée par certaines promesses électorales ou certaines mesures qui lui sont adressées, une partie d'elles se tourne - au moins périodiquement - à nouveau vers le RPR et l'UDF. Deuxièmement, les cadres et les intellectuels de l'extrême droite feront un pari stratégique ver 1989 : le système du bloc soviétiques commence à montrer des fissures puis s'écroule, l'ancien ordre « bipolaire » du monde s'effondre. Ces cadres exultent : « C'est la fin du communisme, la disparition du marxisme et des syndicats influencés par lui, il n'y a plus aucune alternative progressiste au pouvoir en place. » En tout cas, c'est qu'ils se mettent à croire. Il devient donc possible et nécessaire à la fois, de s'adresser plus

fortement aussi aux classes populaires et aux salarié-e-s qui, jusqu'ici, se reconnaissent plutôt dans la gauche... sur fond d'une division du monde politique en termes de clivages de classe, qui, selon l'extrême droite, « n'a plus aucun sens ». Leur conclusion à eux, ce sera : « L'alternative au système, l'expression à la colère sociale, c'est nous dorénavant. Et nous seuls ! » Certaines couches de l'électorat, déçues par les partis de gauche - PS ou PCF -, viendront d'ailleurs effectivement voter, en partie, pour le FN à partir du début des années quatre-vingt-dix.

Au niveau du discours affiché, cela commence à changer rapidement. Le congrès tenu par le FN à Nice, le week-end des Pâques 1990, sera mis sous le signe de deux thématiques : « **Le social et l'écologie** ». Aux journalistes, étonné-e-s de ne plus voir le FN s'afficher prioritairement dans les domaines de « l'immigration » ou encore de « l'insécurité », les organisateurs répondront d'ailleurs en substance : nous avons déjà gagné sur ces terrains-là, d'autres font le boulot très bien à notre place, donc nous pouvons nous tourner vers de nouveaux horizons. D'autres font le boulot... ? Oui, le dimanche 1er avril 1990, un colloque tenu à Paris s'occupe de la question de la préférence nationale, évoquant notamment l'idée que le RMI (qui vient d'être créé en 1988) pourrait être réservé aux seuls nationaux ou aux ressortissants CEE. L'organisateur principal est un jeune carriériste du RPR âgé de 35 ans, un certain Nicolas Sarkozy.

Un hirondelle ne fait cependant pas le printemps, et les quelques gestes symboliques du FN en direction « du social et de l'écologie » ne modifient en rien son programme, qui reste ultra-libéral. La principale proposition pour les salarié-e-s porte d'ailleurs, à l'époque, sur « **le salaire différé** ». Derrière ce terme se cache l'idée, se voulant géniale, qu'on pourrait augmenter les salaires sans pour autant toucher au capital. Ceci en versant aux travailleurs directement - à la fin du mois - leur « salaire différé » sous forme de cotisations de chômage, de retraite ou de maladie. Les salarié-e-s seront ainsi très très contents, voyant la somme marquée sur leur fiche de payer augmenter. Petit hic : en cas d'accident, incapacité de travail ou de chômage, ils et elles ne seront pas assuré-e-s...

Confrontés - sous la pression de la gauche et des syndicats - à la contradiction flagrante entre leur programme réel et leur discours nouveau sur « le social », les dirigeants du FN commencent alors à modifier leurs idées programmatiques affichées. Jusqu'ici, le parti était durement opposé aux acquis sociaux de la dernière période : introduction de la

cinquième semaine de congés payés (en 1982), création du RMI etc. A partir de la campagne pour les élections régionales de 1992 puis du programme pour les législatives de mars 1993 (« **Les 300 mesures pour la France** »), ça change. Le FN se veut désormais, au moins officiellement, garant des droits sociaux, des bas salaires et - au moins - du maintien du SMIC : en promettant la conservation ou l'amélioration de ces acquis sociaux par l'introduction de la « **préférence nationale** ». Celle-ci prend la forme de l'instauration de caisses de Sécurité sociale séparées pour les immigré-e-s... qui auront toujours le droit de cotiser, mais cela débouchera sur des versements différents (parce que « dans leurs pays d'origine, où ils iront vivre leur retraite, la vie est beaucoup moins chère », n'est-ce pas ?).

Que faire contre ces stratégies de l'extrême droite ? Tout d'abord, il nous faut - à notre camp : antiracistes, démocrates, humanistes, progressistes, syndicalistes - impérativement tenir les deux bouts ensemble.

1. Premièrement, il ne faut tolérer aucune atteinte à des principes fondamentaux tels que la non-discrimination, le refus du racisme, le refus des atteintes à la dignité humaine. Ceci est absolument nécessaire, afin de résister à la banalisation du racisme et de la déshumanisation : non, il ne s'agit pas d'« idées comme les autres » ! Mais, si c'est nécessaire, ce n'est pas suffisant pour autant. Ce n'est pas suffisant puisque, si nous ne faisons appel qu'aux valeurs et au refus du racisme uniquement, cela risquerait d'être perçu - par les personnes tentées par le vote FN - comme des « leçons de morale », dispensés à des gens « qui souffrent eux-mêmes », et comme des « interdits prononcés par une police de la pensée ».

2. La nécessaire insistance sur l'égalité de dignité de tous et de toutes, sur les droits communs à tous les humains, doit donc aller de pair avec la reconstruction d'une alternative solidaire et progressiste, à ce qui existe. La critique sociale des inégalités n'est pas l'ennemi de l'antiracisme, mais sa sœur jumelle. Alors qu'on tente, par exemple, depuis quinze ans de diviser « gauche sociale » et « gauche morale » (la première devant se borner à défendre les intérêts matériels des ouvriers, la deuxième devant défendre les sans papiers au nom des « bobos »), il faut absolument refuser et rejeter de tels clivages. C'est montrant que des alternatives progressistes et humaines à l'ordre existant sont possibles, et que la pseudo-alternative représentée par le FN n'est qu'un leurre, que nous pourrions gagner. Tous et toutes ensemble.

Les Municipales, une étape vers un parti UMPFN

Pour répondre de manière simple à cette question, on peut la décomposer ainsi :

- les électeurs de l'UMP souhaitent-ils des accords locaux avec le FN aux prochaines municipales ?
- les adhérents, militants et dirigeants de l'UMP partagent-ils ce souhait ?
- les électeurs du Front National veulent-ils de telles alliances ?
- cette volonté existe-t-elle au sein de la direction du FN ?

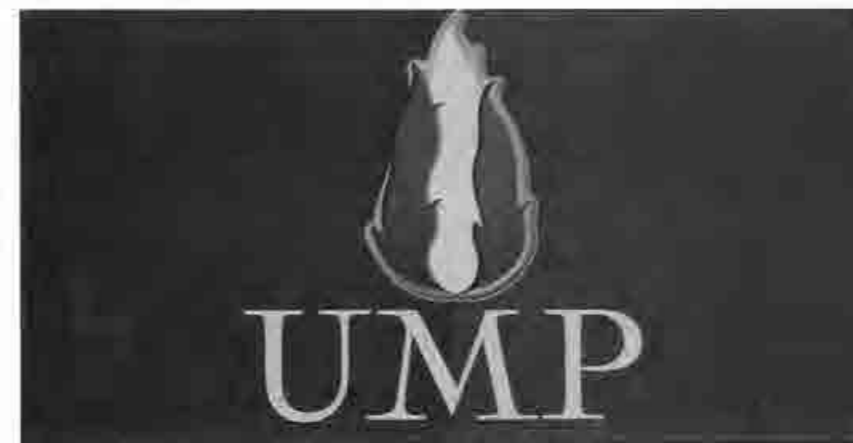
I/ La droitisation de l'UMP sous Sarkozy a produit un désir d'alliance au sein de son électorat

En effet, la stratégie consistant à reprendre les thématiques et, au moins en partie, les réponses du Front National a eu pour conséquence une radicalisation politique et idéologique de l'électorat de droite débouchant sur la progression à droite de l'idée d'alliance avec le FN.

Cet électorat est maintenant favorable pour moitié à des alliances locales avec le FN. Cette volonté d'alliance est d'ailleurs portée par des militants et élus locaux depuis plusieurs mois dans la perspective des Municipales.

En mai 2013 47% des sympathisants de l'UMP se disaient favorables dans un sondage à des accords locaux entre leur parti et le FN. Ils sont 53% sur cette position au début d'octobre. Jérôme Fourquet dans « FN et UMP : électoraux en fusion », étude publiée par la fondation Jean Jaurès en septembre 2013, rappelle que cette proportion était de 36 % en 1998 chez les sympathisants du RPR et de l'UDF (les ancêtres de l'UMP) au moment des Régionales. En octobre 2010, soit quelques semaines après le discours de Grenoble de Sarkozy, cette proportion tombait même à 32 % ! C'est l'élection présidentielle qui constitue ici le tournant puisque la proportion se porte à 54 % en mai 2012. S'interrogeant sur ce tournant, Jérôme Fourquet avance plusieurs explications.

Il y a d'abord l'évolution positive de l'image du FN chez les sympathisants UMP depuis que Marine Le Pen en a pris la tête (il note qu'en octobre 2010 sa cote de popularité se situe à 30 % chez ces derniers pour une cote moyenne de 29 % pour l'ensemble des Français alors qu'elle est de 48 % aujourd'hui pour une moyenne chez les Français de 40 %).



Il faut citer ensuite le durcissement du discours des dirigeants de l'UMP à commencer par Sarkozy lui-même sur les questions de l'immigration, de l'insécurité, de l'identité nationale, de l'assistanat en 2011 et 2012.

Enfin, selon Jérôme Fourquet, les électeurs de l'UMP commenceraient à intégrer la dynamique électorale du « nouveau » FN (la volonté de s'allier est faible à l'époque, 2007-2010, où le FN semble moribond) impliquant pour eux que l'UMP ne pourrait rester au pouvoir que dans un cadre d'alliance avec le FN.

C'est d'ailleurs dans les régions où ce dernier est le plus fort électoralement que le désir d'alliance avec lui est le plus intense chez les sympathisants de l'UMP. Il faut ajouter, et c'est important du point de vue de syndicalistes qui combattent l'extrême-droite, que cette volonté d'alliance est la plus forte également chez les sympathisants de l'UMP les plus jeunes et ceux qui appartiennent aux milieux populaires.

Parmi ces deux groupes, elle est même majoritaire (respectivement à 55 % pour les sympathisants de moins de 35 ans et 59 % pour ceux appartenant aux CSP ouvrier et employé d'après une enquête de l'IFOP de mai 2013).

Au total, la ligne de fermeté face au FN de la direction de l'UMP sur la question des alliances est de moins en moins acceptée par ses électeurs, surtout les plus modestes et les moins âgés.

II/ La droitisation de l'UMP sous Sarkozy rend plus sensible ses adhérents et ses dirigeants à la perspective d'une alliance

La fermeté de la direction de l'UMP sur ce problème des alliances est elle-même de plus en plus discutable.

D'abord, parce que l'électorat exerce une pression sur la direction du parti via ses adhérents. C'est ce qu'a clairement montré le vote sur les motions à l'automne 2012 qui est une autre traduction de la droitisation de l'UMP (ce vote sur les motions devait permettre une recomposition de la direction du parti et avait lieu en même temps que celui sur le président de l'UMP ; si on en a moins parlé que de ce dernier, il était sans doute plus important). On sait que cette dernière est née en 2002 de la fusion du RPR et de l'UDF, deux organisations qui représentaient des courants politiques profonds de la droite depuis deux siècles, à savoir le courant bonapartiste et gaulliste d'un côté, le courant libéral de l'autre.

L'UMP étant passée à la moulinette du sarkozysme depuis fin 2004, on peut dire qu'il ne reste plus grand chose de ces courants historiques.

En effet, le premier enseignement que l'on puisse tirer du vote des adhérents UMP est l'effacement de l'audience des anciennes familles de la droite : la droite libérale et humaniste n'a rassemblé que 18,2 % des voix (de ceux qui ont été votés c'est-à-dire la moitié du total des adhérents de l'UMP), la droite gaulliste que 12,3 %. Le deuxième enseignement de ce vote est le discrédit de la direction et des élus nationaux du parti : une bonne partie (Alain Juppé par exemple) a en effet soutenu une motion qui a fait moins de 10 % (seul nécessaire pour être reconnu officiellement comme un courant de l'UMP représenté à sa direction) et dans la majorité des départements les adhérents n'ont pas suivi les consignes de vote des grands élus locaux (seuls les dirigeants les plus importants comme Raffarin, Bertrand et Wauquier ont été suivis dans leurs bases locales respectives). Cet enseignement renvoie à un autre : le vrai chef c'est Sarkozy qui reste plébiscité dans les sondages par les adhérents un an après sa défaite et malgré ses ennus judiciaires.

Ce qui renvoie au troisième enseignement de ce vote, à savoir la droitisation des adhérents de l'UMP. Certes, le courant le plus droitier apparut lors de la présidence Sarkozy ressort laminé du scrutin (« La Droite Populaire » des députés Mariani et Lucas) avec moins de 11 % des voix mais c'est parce qu'il est submergé par un autre courant droitier, créé par Guillaume Peltier, ancien porte-parole de Sarkozy durant la campagne présidentielle derrière NKM, « La Droite forte ». Se revendiquant explicitement et fortement de Nicolas Sarkozy, ce courant arrive en tête avec 27,7 % des votes. Les deux motions les plus droitières totalisent donc près de 40 % des voix devançant nettement la droite libérale et humaniste et même l'ensemble des courants que l'on pourrait qualifier de fondateurs (libéraux, humanistes et gaullistes). Il faut ajouter que la motion arrivée en deuxième position, celle de Laurent Wauquiez avec 21,69 % et dénommée « La Droite sociale », si elle comprend des éléments programmatiques démocrates-chrétiens pouvant la situer au centre droit, en contient d'autres qui la situe très à droite comme sa critique de l'assistanat c'est-à-dire de l'Etat-Providence. Comme l'écrit Jérôme Fourquet, « un tropisme droitier affecte la base militante de l'UMP » dont le centre de gravité politique est nettement plus à droite que celui des élus nationaux du parti qui compose pourtant une bonne partie de sa direction (la motion de Peltier n'a été soutenue que par 8 % des parlementaires qui ont soutenu à 39 % celle de la droite libérale et humaniste). C'est dire que le sarkozysme a profondément transformé en quelques années l'UMP c'est-à-dire l'essentiel de la droite de ce pays mais davantage sa base que sa direction (même s'il ne faut pas oublier qu'une partie du centre droit a déjà quitté, derrière Jean Louis Borloo, l'UMP à l'automne 2012, ce départ étant en même temps un élément de preuve de la droitisation).

Les dirigeants de « La Droite forte », qui soutenaient Jean François Copé, sont donc entrés massivement à la direction de l'UMP et Guillaume Peltier (ancien responsable du FNJ dans les années 90, lieutenant de l'islamophobe Philippe de Villiers dans les années 2000) en est devenu un des vice-présidents (on n'oublie pas cependant que la direction de l'UMP est devenue une véritable armée mexicaine, le compromis Fillon/Copé de l'été 2013 ayant débouché sur des doublons à tous les postes entre « fillonistes » et « copéistes »). Quelle est leur position sur le problème que représente aujourd'hui le FN pour l'UMP ? Sont-ils favorables à une alliance, au moins au plan local ? Et d'abord, quelles ont été les idées défendues par « La Droite forte » ? Comme l'écrit Marika Mathieu dans « La Droite forte année zéro », « le programme de la Droite forte se contente d'un système de « vérités » et de « bon sens », peu regardant sur les nuances des références qu'il invoque et surtout très inspiré par les couleurs sécuritaires et laïcardes d'un ciel bleu marine ». On ne peut être plus clair.



Peltier et ses amis (à commencer par Geoffroy Didier et Camille Bedin) défendent, en effet, entre autres, la suppression de l'automatisme de l'acquisition de la nationalité française (« idée » reprise à l'automne 2013 par le président de l'UMP), le rétablissement de la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux qui part à la retraite mais « hors domaine régalién », la création d'une taxe (!) sur les dotations de l'Etat aux collectivités locales pour contraindre ces dernières à réduire leurs dépenses, l'augmentation de la durée légale du travail à 40 heures (mais payées 45 !), une modification de la Constitution en y affirmant que « la France est une République laïque de tradition chrétienne », l'interdiction du droit de grève pour les enseignants, la suppression du financement public des syndicats, l'embauche de journalistes de droite dans les rédactions de radio et de télé... Est également significatif d'une volonté de se rapprocher du FN les manques du texte. Ainsi, Peltier et consorts ne parlent pas de l'euro et leur propos sur l'Europe se limite à revendiquer qu'elle soit protectrice et qu'elle redonne la compétence sur la gestion des flux migratoires aux Etats membres.

Bref, la « Droite forte » c'est le sarkozysme intégral et un programme politique parfaitement compatible avec celui du FN de Marine Le Pen. Pour autant, elle reste pour ce qui concerne la question précise des rapports à entretenir avec le FN sur la position « classique » de Nicolas Sarkozy : ce programme serait construit pour s'adresser aux électeurs du FN de manière à les faire revenir dans le giron de l'UMP, pas pour négocier des accords politiques avec ses dirigeants. Ainsi, en janvier 2013, Guillaume Peltier confie à Marika Mathieu que

« idéologiquement, je reconnais que j'ai des choses à voir avec les électeurs du Front National » mais il maintient le dogme officiel : « refus de tout accord avec les dirigeants du Front National ».

Geoffroy Didier ne dit pas alors autre chose à la journaliste : « Année après année, passivité après passivité, lâcheté après lâcheté, négligence après négligence, on a laissé au FN le monopole de certaines valeurs qui, en fait sont républicaines... C'est pas qu'on a peur de reprendre des thématiques au FN, c'est qu'on en a le devoir. Moi je suis un opposant au FN et j'assume complètement ».

S'opposer à une force politique en lui empruntant l'essentiel de son programme, est ce vraiment s'opposer ? Force est de se poser cette question.

En réalité, le sarkozysme, dont il faut admettre qu'il a profondément transformé la droite française, a jeté cette dernière dans une contradiction qui la mise en fusion pour reprendre le titre de l'ouvrage de la politologue Florence Haegel sur l'UMP ; plus l'UMP reprend les thématiques et les propositions du FN (c'est sur ce dernier point finalement que « La Droite forte » innove le plus), plus son électorat se radicalise politiquement et idéologiquement et le rend sensible aux propositions politiques renouvelées de Marine Le Pen dans un contexte de crise économique et sociale et de mécontentement populaire envers la politique social-libérale de la gauche au pouvoir. La direction de l'UMP voit alors son électorat risquer de l'abandonner alors que le FN progresse électoralement, double mouvement qui crédibilise à son tour la

recherche d'une alliance entre les deux forces. Pour l'instant, cette recherche n'est le fait que des électeurs de l'UMP (pour moitié). Mais un homme propose cette alliance à la direction de l'UMP comme voie imparable pour retrouver le pouvoir : Patrick Buisson. Ancien conseiller de Sarkozy à l'Elysée, ce dernier ne fait pas partie de la direction de l'UMP mais il est écouté comme un maître par Peltier...et Sarkozy.

Il reste que si la direction de l'UMP refuse pour l'instant la perspective d'alliances que ce soit au plan local ou au plan national, la pression du FN sur son électorat a déjà eu des effets sur son positionnement par rapport à ce dernier. Ainsi, en 2011, au moment des élections cantonales, la direction de l'UMP, emmenée par Copé, a fait évoluer sa conception du cordon sanitaire devant assurer la mise à l'écart du FN, tactique en vigueur depuis la fin des années 80 et qui se traduisait par un appel à voter pour le candidat du Parti Socialiste lorsque celui de l'UMP arrivait en troisième position, le second tour opposant au candidat du PS un candidat du Front National.

C'est ce qu'on a appelé le « front républicain ». Ce dernier est alors abandonné au profit d'une doctrine dite du « ni-ni » : il n'y aura d'appel à voter ni pour le candidat du FN, ni pour le candidat du PS, sous prétexte que ce dernier est allié au PCF et au Front de Gauche, baptisés « extrême-gauche » dans un jeu de miroir avec le FN.

Cette équivalence posée entre les partis de gauche et le FN était un signe fort de la perte d'influence de la culture gaulliste au sein de l'UMP, d'un effacement de la mémoire d'une lutte menée en commun, gaullistes et communistes, contre le fascisme pendant la Seconde guerre mondiale, bref renvoyait clairement à la notion sarkozyste de « droite décomplexée », les complexes de la droite provenant des réalisations communes de la période de la Libération, symbolisée par le programme du CNR, et de l'intégration partielle par cette même droite dans les années 70 de thématiques nées de Mai 68, réalisations qui ne correspondraient pas à l'essence de la droite.

Il faut noter que cette évolution, inquiétante mais qui n'est pas encore une rupture, provoque alors des clivages importants à l'intérieur même de la direction de l'UMP.

Des dirigeants aussi importants que Raffarin et Juppé la dénoncent avant de finir par l'accepter dans le contexte de la campagne présidentielle puis des Législatives de 2012, de même que le Premier Ministre...François Fillon. Le rapport au FN est d'ailleurs un point qui oppose Fillon et Copé dans leur affrontement de l'automne 2012 pour la présidence du parti, le premier paraissant plus ferme que le second dans son refus de toute perspective d'alliance avec le FN. C'est pourquoi François Fillon provoque la stupeur de ses partisans (la surprise chez les observateurs politiques et le ravissement

de Guillaume Peltier, Copé jouant de manière peu crédible, au républicain outré par une faiblesse coupable envers le FN) lorsqu'il déclare sur Europe 1, le 8 septembre 2013, qu'en cas de duel au deuxième tour entre le PS et le FN, l'UMP doit appeler à voter « pour le moins sectaire », reconnaissant, en fonction de circonstances locales, que ce dernier peut être le FN ! Le « ni-ni » et à fortiori le front républicain sont décrétés dépassés par celui qui avait dénoncé un an et demi auparavant l'abandon du second comme une concession au FN. Cette déclaration de l'ancien Premier ministre est tactique ; décidé à être le candidat de l'UMP à la Présidentielle de 2017, y compris contre Nicolas Sarkozy, et le choix du candidat devant se faire non au sein de la direction de l'UMP mais par vote des sympathisants UMP lors d'une Primaire en 2016, il lui faut séduire cet électorat UMP dont on a dit qu'il s'est radicalisé à droite et dans lequel son retard en terme de popularité sur Nicolas Sarkozy est considérable. De ce point de vue, à l'heure où nous écrivons (novembre 2013), l'opération est un relatif succès puisque les sondages publiés suite à l'intervention sur Europe 1 montrent que, si Fillon a perdu en popularité au sein des électors de gauche et du centre, il a fortement progressé au sein de l'électorat de droite (même s'il reste encore loin de Sarkozy).

Reste qu'il a provoqué un trouble profond parmi ses partisans qui l'a obligé à rectifier sa position lors d'un discours le 29 septembre (mais bien moins médiatisé que son intervention radio) où il se présente comme un présidentiable qui doit s'adresser à tous les électors dont celui du FN. Rien de plus. Reste que le mal est fait dans le sens d'une banalisation du FN et de ses idées dans l'électorat de l'UMP (et l'électorat en général vu la stature de François Fillon) encouragé ainsi à se radicaliser davantage. Le FN apparaît comme l'acteur central de la vie politique, ce dont ses dirigeants se félicitent tout en dédaignant la position nouvelle de Fillon. Au final, ce coup tactique de l'ancien Premier ministre est l'expression chimiquement pure de la contradiction qui travaille l'UMP sarkozyste que nous avons analysé plus haut. Se pose tout de même la question de savoir ce qu'en pense l'objet du désarroi de l'UMP, à savoir le FN, ses électeurs et sa direction.

III/ Des électeurs FN majoritairement favorables à des alliances

L'électorat FN est aujourd'hui moins ausculté que celui de l'UMP et les données le concernant sont rares concernant la question des alliances. Cependant, les quelques sondages qui ont été réalisés sur cette question sont clairs : une nette majorité des électeurs du Front National, entre 66 et 73 % selon les études, est favorable en 2013 à la conclusion d'alliances avec l'UMP au plan local pour les Municipales de 2014. Reste à examiner la position de la direction du FN.

IV/ Pour la direction du FN, la question des alliances est soumise à son objectif stratégique : faire éclater l'UMP

La direction du FN n'est pas opposé à la conclusion d'alliances avec des listes de droite aux prochaines Municipales. La preuve en est que le 2 septembre 2013 elle a rendu public une charte en 10 points, adoptée à l'unanimité, « fixant le cadre politique d'éventuels accords ou alliances à l'occasion des élections municipales » (extrait du communiqué de presse de Nicolas Bay, ancien mégrétiste et actuellement secrétaire général adjoint du FN et directeur de la campagne des élections municipales dans les communes de plus de 3 500 habitants).

Il faut reconnaître qu'à l'exception, peut-être, de la dernière condition qui vise les campements de Roms et de gens du voyage, le reste du texte n'est pas très discriminant (voir texte de la charte ci-contre) ; refuser toute augmentation de la fiscalité, favoriser l'attractivité économique de la commune, promouvoir un urbanisme respectueux de l'architecture locale et du patrimoine...voilà des points que l'on pourra trouver dans les programmes électoraux de candidats de droite, voir de gauche, même si, lorsque l'on connaît bien l'idéologie frontiste, ils font sens avec cette idéologie (le respect de l'architecture locale, par exemple, peut très bien permettre de justifier le refus de construction d'une mosquée avec minaret et fleur bon la culture de l'extrême-droite identitaire). « Agir pour assurer la tranquillité et la sécurité, première des libertés », assertion en elle-même largement consensuelle, peut se décliner de bien des façons...

Mais il est incontestable que cette charte est loin de reprendre des points fondamentaux du programme du parti. Cela procède de la volonté de passer des alliances mais aussi d'un retour critique sur la gestion frontiste des municipalités conquises dans les années 90, en particulier Toulon et Vitrolles. Florian Philippot, vice-président du FN, le reconnaît : « on a voulu faire de ces mairies des vitrines nationales en sortant des compétences municipales. Nous ne sommes plus dans cette stratégie... Nous avons une approche plus pragmatique des communes. On sera là pour avoir une gestion de la vie municipale en bon père de famille » (dans Le Parisien du 15 septembre 2013). Il n'est donc plus question, par exemple, d'appliquer la préférence nationale comme ce fut le cas à Vitrolles (voir plus haut). Ce retour critique renvoie lui-même à la stratégie mise en place par Marine Le Pen dont l'objectif est bien de parvenir au pouvoir en dé-diabolisant le FN de telle manière que la vérité de son programme ne puisse se déployer qu'après la prise du pouvoir au plan national permise par le fait qu'auparavant il aura montré patte blanche !

Il est également important de remarquer que si la direction frontiste envisage de nouer des alliances, elle veut en tout cas en contrôler le

processus. Le communiqué de Nicolas Bay est très clair sur ce point : « Lorsque des partenaires politiques locaux indiqueront qu'ils approuvent cette charte, les projets d'accords ou d'alliances seront alors soumis, pour approbation, aux instances du Front National ». Si, donc, des équipes locales de droite pourront décider de leur destin, ce ne sera pas le cas à priori pour celles du Front National. Par ailleurs, les 10 points précités ne sont pas négociables et doivent tous se retrouver dans la plate-forme d'union lors de la campagne du deuxième tour.

Cette volonté de contrôle de la direction nationale renvoie à la nature centralisée et autoritaire du leadership dans un parti d'extrême-droite comme le FN. En dernière instance, c'est à la chef suprême de décider de tout ! Mais elle renvoie aussi aux objectifs politiques que peut se fixer la direction frontiste pour ces élections et les élections européennes qui suivent deux mois plus tard.

La proximité des deux élections impose une contrainte : les tactiques électorales déployées dans les deux cas ne peuvent être totalement opposées. Or, Marine Le Pen a clairement fixé l'objectif du parti pour les Européennes : arriver en tête. C'est un objectif ambitieux étant donné que ces élections n'ont jamais été des succès pour le FN (contrairement à ce qu'on peut lire ici ou là) en raison du très fort taux d'abstention à ces élections, en particulier dans les milieux populaires qui composent une bonne part de l'électorat frontiste. Mais c'est un objectif qui, s'il était atteint, ferait franchir une étape importante, peut-être même décisive, au parti d'extrême-droite et à sa chef dans la course à la crédibilité politique à moins de trois ans de l'élection présidentielle de 2017 en même temps qu'il accélérerait grandement la crise de l'UMP. Marine Le Pen fait sans doute l'analyse que les Français ont aujourd'hui une mauvaise image de l'Union Européenne qu'ils jugent incapable de résoudre la crise quand ils ne considèrent pas qu'elle en est la principale responsable.

Elle mise aussi certainement sur le fait que des divisions pourraient surgir sur cette question au sein de l'UMP (cela a déjà commencé avec des critiques de certains dirigeants selon lesquels l'UE n'est pas assez protectrice alors que la position du parti de droite a toujours été très favorable à la construction européenne dans les années 2000) qui est de toute façon en crise (de programme, de leadership).

Enfin, elle espère prospérer sur un profond rejet de la politique de François Hollande et de son gouvernement, que la qualité (éventuelle) des élus locaux PS ne pourra plus amortir comme lors des Municipales. Les conditions politiques risquent donc d'être favorables à ce que le FN déroule ses propositions sur l'Europe qui sont en complète opposition avec celles du PS et de l'UMP. Marine Le Pen pourra donc s'en donner à cœur joie dans la dénonciation de « l'UMPS » d'autant qu'à l'échelle européenne

la droite et la gauche social-démocrate ont souvent été dans la cogestion des institutions de l'UE.

Ceci étant dit, il serait donc très risqué pour le FN de nouer une alliance nationale avec l'UMP pour les élections municipales deux mois avant, même si les électeurs de droite et d'extrême-droite le souhaitent. On peut même avancer que la direction du FN ne voudra pas multiplier les situations d'alliance locale (en septembre 2013 Louis Aliot, autre vice-président du parti, assumait avec tranquillité la solitude du FN, (voir Le Parisien du 14/09). C'est pourquoi, selon nous, elle veut garder le contrôle des situations locales pour gérer le plus finement possible la période délicate de l'entre-deux-tours. D'autres arguments vont d'ailleurs dans le même sens. D'abord, la direction du FN est parfaitement consciente qu'elle manque encore de cadres pouvant être des élus en position de gérer une ville c'est-à-dire des élus incorporés à une majorité municipale UMP-FN. On le sent dans ces propos de Florian Philippot concernant les jeunes candidats FN : « Beaucoup d'entre eux ne seront pas élus maires, mais ils seront au conseil municipal, c'est un pari sur l'avenir ». Sous-entendu : ils deviendront maires aux prochaines élections, après avoir acquis une expérience d'élus municipaux. Il ajoute : « Ils seront des ambassadeurs patriotes ». Autrement dit, ils seront dans les villes où ils seront élus des porte-voix de proximité de Marine Le Pen et du discours national du parti plus que des élus gestionnaires.

Ensuite, il est hors de doute que l'inexpérience et les erreurs des élus FN seraient mis au débit du parti et surtout de sa présidente par la direction de l'UMP alors qu'inversement les succès municipaux seront accaparés par les élus expérimentés de la droite.

En fait, pour apprécier les choix tactiques du FN, il faut se rappeler de son objectif stratégique : parvenir au pouvoir en faisant éclater l'UMP pour recomposer le bloc droite/extrême-droite à son profit en récupérant une partie de l'UMP au sein du Rassemblement Bleu Marine (ce qui pourrait avoir pour conséquence, à ce moment-là seulement, la disparition du FN comme tel). A partir de là, la stratégie lepéniste est soumise à une tension qui n'est pas forcément négative à condition de la contrôler : d'un côté, pour parvenir au pouvoir, il faut avoir des élus qui permettent au parti et à sa présidente de quadriller le territoire et cela passe aux élections municipales par la capacité à nouer des alliances locales avec la droite ; de l'autre côté, l'arrivée au pouvoir impliquant l'éclatement de l'UMP, il faut maintenir une pression constante sur cette dernière, en contribuant à sa défaite par des maintiens au deuxième tour provoquant des triangulaires.

De ce point de vue, la charte municipale du FN a davantage comme objectif de mettre en contradiction la direction de l'UMP avec sa base électorale et militante que de pousser les militants du FN à conclure partout des accords

électoraux tout en légitimant ces accords. On peut ajouter que c'est ce qui explique le dédain avec lequel Marine Le Pen a traité la déclaration de François Fillon sur la consigne de vote au 2^e tour entre le PS et le FN : pour elle, la crise de l'UMP n'est pas arrivée à maturité et il est encore trop tôt pour passer à une recomposition active de la droite.

On peut donc faire l'hypothèse suivante sur la politique de la direction du FN concernant les alliances avec la droite :

- le FN sera très gentil avec les maires de droite qui ont apporté à Marine Le Pen des signatures pour la présidentielle de 2012 ; il s'est engagé à ne pas présenter de listes contre eux ;
- il poussera ses militants dans les villages et les petites villes à être présents sur les listes de droite (surtout si elles sont « divers droite »), la politique municipale obéissant beaucoup moins dans ces cas-là à des clivages partisans ;
- il acceptera bien volontiers de nouer des alliances là où il est puissant et où le maire sortant est de gauche avec la droite, même UMP, si cette dernière accepte la charte ;
- dans ce type de cas, on peut penser aussi qu'il ne sera pas hostile à une logique du donnant-donnant dans les régions où il est puissant, le retrait d'une liste FN en capacité de se maintenir dans une commune entraînant « miraculeusement » le retrait d'une liste UMP dans une autre commune située à proximité ;
- ailleurs, là où le maire sortant est de droite, surtout si la gauche est faible, ce sera le maintien au deuxième tour quand ce sera possible.

La direction du FN devant gérer la tension décrite plus haut n'a donc pas émis d'objectifs précis de gains de ville, restant prudente. Cependant, elle estime qu'elle peut l'emporter dans une quarantaine de villes moyennes (dans le nord-est et surtout le sud-est du pays), sur la base des scores de 2012 à la Présidentielle, et gagner entre 1000 et 1500 élus municipaux (selon le secrétaire général, Steeve Briois). Ses espoirs, confirmés par les analyses des observateurs, sont minces concernant des victoires dans les grandes villes à l'exception de Marseille où le FN espère emporter une mairie de secteur et veut visiblement abattre le maire UMP, Jean Claude Gaudin. Mais ces grandes villes, où le FN ne pourra pas partout se présenter, donneront sans aucun doute de nombreux élus municipaux au parti lui permettant de franchir une nouvelle étape de sa construction en vue de ce qui reste pour le FN la « mère des batailles », à savoir l'élection présidentielle.

Conclusion générale

Une première conclusion s'impose : la volonté d'alliances locales est majoritaire au sein des deux électorats, celui de l'UMP (de justesse mais avec une progression puisque l'on passe d'un tiers des électeurs dans les années 2000 à la moitié environ aujourd'hui) et celui du FN (nettement dans ce cas).



Cependant, il faut sur la base de l'étude de Jérôme Fourquet que nous avons déjà citée, relativiser cette convergence politique. On ne peut en déduire une totale convergence au plan idéologique qui signifierait qu'il n'y a plus deux électorats mais un seul (l'électorat de l'UMPFN pour parler le langage du rapport de la fondation social-libérale Terra Nova de juin 2012). Jérôme Fourquet montre bien qu'il y a convergence idéologique sur certaines thématiques qui sont celles mises en avant par le FN depuis le début des années 80. Les conceptions de fond des électeurs UMP se sont rapprochées de celles des électeurs du FN concernant les « trois I », immigration, islam, insécurité. Il note également un rapprochement sur les questions de pouvoir d'achat et de l'assistanat, lancées d'abord par Sarkozy puis reprises par Marine Le Pen, qui renvoient à une approche des questions économiques et sociales en termes de proximité, d'empathie mais aussi de responsabilité individuelle de chacun par rapport à sa situation (par rapport à la vision classique de ces questions en termes macro-économiques et de devoirs de la société envers ses membres). La question de la protection de la France à l'égard du monde extérieur constitue un autre terrain de rapprochement entre les deux électorats. Ce qui est particulièrement inquiétant c'est que ce rapprochement est le plus net dans les milieux populaires et la jeunesse.

Mais rapprochement ne signifie pas fusion car comme le montre Fourquet, l'électorat du FN s'est également radicalisé ces dernières années (depuis 2006) sur toutes ces thématiques malgré ce que pourrait faire croire la dé-diabolisation mariniste. Si bien qu'il peut écrire : « Si les thèmes traditionnels du Front National imprègnent de plus en plus l'électorat UMP, les sympathisants des deux partis ne parlent pas la

même langue » ! Et il ajoute un peu plus loin : « ...sur cette période couvrant le quinquennat de Nicolas Sarkozy, les deux électorats avaient glissé parallèlement sur leur droite ». On serait tenté d'ajouter que cette droitisation concerne l'ensemble de l'électorat...

On ne peut d'autant plus pas parler de fusion que sur d'autres thématiques un gouffre existe entre les conceptions des électeurs UMP et celles des électeurs du FN.

Il s'agit surtout des thématiques économiques et sociales qui sont celles qui sont les plus importantes aux yeux de tous les électorats... sauf celui du FN ! Il s'agit de la place de l'Etat dans l'économie, la croissance, la lutte contre les déficits publics, le chômage (l'électeur FN pense moins que celui de l'UMP que le chômeur est responsable de sa situation), l'UE et l'euro. Il est vrai là encore que le gouffre est beaucoup moins important pour les jeunes électeurs UMP et ceux issus des milieux populaires.

Signalons enfin un problème concernant la poursuite de ce rapprochement : le rapport à Nicolas Sarkozy. Ce dernier fait, en effet, l'objet d'un rejet profond au sein de l'électorat FN (proportionnel à la séduction que le personnage a exercé sur l'électorat frontiste dans les années 2003-2007) alors qu'il est adulé par l'électorat UMP.

Mais c'est bien au niveau des directions que l'on peut conclure qu'il n'y a pas volonté de fusion (c'est ici que le rapport de la fondation Terra Nova est le plus léger ; il est vrai qu'il s'agissait à l'époque de justifier une alliance PS-Modem face au soit-disant bloc UMPFN). La direction de l'UMP est parfaitement consciente qu'une dynamique d'alliances signifierait la fin par éclatement du parti. Et le projet de la direction

du FN est de parvenir au pouvoir en situation de force par rapport à la droite, ce qui implique d'abord de faire éclater l'UMP en l'affaiblissant. De ce point de vue, il faut comprendre que le projet du FN de Marine Le Pen n'est pas un projet postfasciste tel que celui pratiqué par Gianfranco Fini en Italie. Si c'était le cas, la direction du FN aurait, par exemple, sauté sur la déclaration de Fillon de début septembre pour proposer un cadre national d'alliances à l'UMP pour montrer sa bonne volonté intégratrice. Ce qui n'a pas du tout été le cas. D'un côté comme de l'autre, donc, à l'exception de l'idéologue maurassien Bulson, personne ne souhaite s'inscrire dans une logique de fusion. Est-ce dire qu'il n'y aura pas d'accords locaux après le premier tour, voir avant ?

Non, bien sûr. Car les électeurs des deux partis font pression en ce sens. Parce que de jeunes (ou moins jeunes) candidats du FN peuvent avoir adhéré à ce dernier, en pleine dynamique électorale, non par idéologie mais par pur opportunisme en voulant vraiment exercer le pouvoir au plan local. Enfin, la droitisation des cadres locaux de l'UMP est une réalité et, si l'alliance avec le FN peut-être un repoussoir pour de nombreux électeurs de droite et du centre, certains candidats peuvent considérer à l'inverse, que sur les problèmes qui sont en jeu dans des élections municipales (qui ne concernent à priori ni l'Europe, ni les questions économiques et sociales), les différences entre les programmes de l'UMP et du FN ne sont plus si éloignées que cela pour refuser une alliance. D'autant que c'est ce que pense de nombreux électeurs de l'UMP... La question est donc de savoir si ce nombre de cas sera suffisamment important pour remettre en cause les lignes stratégiques des deux directions... Il est clair, de ce point de vue, que la direction de l'UMP est le maillon faible de la chaîne.

Nikos Graikos



Demain, le 17 novembre 2013, sera le quarantième anniversaire du soulèvement à l'École polytechnique d'Athènes, contre la dictature des colonels. A l'époque, une radio libre émettait depuis l'École polytechnique. Aujourd'hui, la radio-télévision publique grecque a été fermée autoritairement par le gouvernement, au mois de juin 2013. Les journalistes résistent ; ils et elles se sont enfermés dans l'École polytechnique, d'où ils émettent « illégalement ». Et le gouvernement menace de les en expulser par les CRS ! C'est un cauchemar, qu'on avait pas cru devoir revivre, quarante ans après les événements de 1973.

La question se pose : est-ce qu'on lutte seulement contre certaines formations politiques ou est-ce qu'on lutte aussi contre ce qu'on appelle, en France, la « lepénisation des esprits » ? Cela englobe-t-il aussi les dérapages (y compris involontaires) homophobes et sexistes, de nos propres camarades, ainsi que dans certaines manifestations ? A titre d'exemple, je pense à certaines caricatures ouvertement sexistes, que certains croient devoir utiliser pour dénoncer Angela Merkel et sa politique vis-à-vis de la Grèce.

Lutte-t-on contre l'extrême droite en utilisant l'arsenal juridique, ou par la lutte politique, ou les deux ensemble ? A la coalition de gauche SYRIZA, nous avons adopté un slogan : « Non à la politique de délégation - Nous n'allons pas vous sauver, si vous ne le faites pas vous-mêmes ! » La lutte juridique ne peut donc pas se substituer à l'activité du peuple. L'extrême droite utilise elle aussi les outils juridiques, « Aube Dorée » a, par exemple, porté plainte contre le directeur de l'École polytechnique et contre un intellectuel d'origine juive, qui ont cependant été relaxés.

Venons-en à « Aube Dorée », le parti néonazi grec. Ce n'est pas une organisation politique, mais une organisation criminelle : une organisation purement et ouvertement nazie. L'extrême droite grecque ne se résume pas à « Aube Dorée ». Il y a eu aussi le parti LAOS, un parti plus classique d'extrême droite, mais il n'est plus représenté au parlement (depuis mai/juin 2012) et il a été phagocyté par le parti conservateur « Nouvelle Démocratie » (ND), parti principal du gouvernement actuel. Il y a au moins deux ministres issus du LAOS, dont le sinistre ministre de la Santé, qui est en train de fermer des hôpitaux

et de licencier du personnel soignant. Avant-hier (14 novembre), il a déclaré qu'il en était fier, et que « ce n'est pas à la Troïka de s'en enorgueillir, c'est à moi ! » Le même personnage a aussi nié les morts de l'École polytechnique, tués lors des événements en 1973. Il y a, par ailleurs, des tendances anti-démocratiques nettes. Le travail législatif ne se fait plus par le parlement, en Grèce, mais en bonne partie par ordonnances (signés par le pouvoir exécutif). Le ministre des Finances a même été habilité à signer des accords internationaux sans l'accord préalable du parlement. Il est donc juste de parler de coup d'Etat parlementaire permanent.

L'idéologie d'extrême droite ne se limite pas aux fascistes. Le précédent ministre de la Santé du PASOK, parti social-démocrate, et qui voudrait maintenant s'allier à la « Gauche démocratique », avait publié les noms individuels de prostituées étrangères, pour « avertir les pères de famille grecs contre le risque du SIDA ». Concernant « Aube Dorée », l'assassinat du rappeur Pavlos Fyssas (au soir du 17 septembre 2013) a permis de démasquer le vrai visage de cette organisation. Dont fait partie la connivence des médias de masse, où « Aube Dorée » passait souvent dans la rubrique « people » : les magazines parlaient abondamment des mariages de députés néonazis etc. Un journaliste de télévision connu avait contribué au tournage d'un clip vidéo, où l'on voit une vieille femme sortir et se faire accompagner par des militants (musclés) d'« Aube Dorée », pour pouvoir tranquillement retirer de l'argent à un distributeur de billets, dans un quartier chaud. En fait, il s'agissait d'une mise en scène totale, et la dame en question est la propre belle-mère d'un député néonazi...

« Aube Dorée » n'est pas perçu, par le gouvernement, comme un vrai problème, un vrai ennemi. Les arrestations de députés du parti (suite à l'assassinat de Pavlos Fyssas), intervenus un samedi matin sans levée préalable de leur immunité parlementaire - ce qui posera des problèmes juridiques - ressemblent à un coup médiatique. Comme une mobilisation sociale et antifasciste importante s'annonçait pour le 18 septembre 2013, le gouvernement a cherché à y couper court. L'enquête criminelle a démasqué quelques mécanismes du parti néonazi, mais il ne faut pas espérer qu'elle mette fin au problème.

Vérité et justice pour Rojbin, Leyla, Sakiné



Il y a un an, le 9 janvier 2013, trois femmes, trois militantes kurdes, trois militantes de la paix, ont été assassinées d'une balle dans la tête, en plein jour, au cœur de Paris, au siège du Centre d'information du Kurdistan (CIK). Elles s'appelaient Leyla Saylemez, 24 ans, membre des Jeunesses kurdes, Sakine Cansiz, 55 ans, dite « Sara », cofondatrice du PKK et Fidan Dogan, 30 ans, plus connue sous le nom de Rojbin, directrice du CIK, membre du Congrès national du Kurdistan en exil (KNK) dont le siège est à Bruxelles. Trois figures emblématiques de la lutte du peuple kurde victime depuis des siècles de l'oppression. Le Kurdistan, pays de 40 millions d'habitants ne figure sur aucune carte. Les militants kurdes, traités de « terroristes », sont persécutés y compris par la police française. Avons-nous oublié que Nelson Mandela, adulé hypocritement par les milieux politiques de tout bord, était lui aussi traité de « terroriste » et que nous étions alors peu nombreux à exiger sa libération ? Le MRAP peut être fier d'avoir été de ceux à rester au côté du peuple kurde.

Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, dépêché sur le lieu du crime, a assuré que « la France qui ne saurait tolérer sur son sol aucun trouble à l'ordre public fera la preuve de son entière détermination à faire toute la lumière sur cet acte odieux ».

Un an est passé et Paris se tait. Les familles des victimes n'ont même pas été reçues par un représentant du gouvernement français. Tout au plus on entend, côté palais de justice, que « l'enquête suit son cours » et, côté Ministère de la Justice, que c'est une affaire « sensible ». Un suspect, à la personnalité trouble et aux

activités occultes, est sous les verrous, mais rien n'est fait pour retrouver les commanditaires de ce crime inacceptable.

Au vu des éléments rassemblés, il ne fait plus aucun doute, que ce triple assassinat est un crime politique qui met en cause la Turquie, un Etat, membre de l'OTAN, avec qui la France a signé un accord de coopération dans le domaine de la sécurité intérieure.

Nous n'accepterons pas que l'affaire soit étouffée comme d'autres, au nom de la « raison d'Etat », comme ce fut le cas pour l'opposant marocain Ben Barka, tué à Paris en 1965, l'opposant algérien Mecili, tué à Paris en 1987, la militante antiapartheid sud-africaine Dulcie September, tuée à Paris en 1988.

Nous sommes d'autant plus inquiets que le Président François Hollande doit effectuer un voyage officiel en Turquie prévu pour les 27 et 28 janvier 2014. Nous le savons, ce voyage sera l'occasion pour la France de resserrer les liens, diplomatiques mais aussi commerciaux. Nous n'accepterons pas que les droits de l'homme, que les droits légitimes du peuple kurde soient une fois de plus sacrifiés sur l'autel des intérêts économiques.

La répression qui s'est abattue sur les manifestants de Gazi (matraquage, arrestations, emprisonnement, condamnations), c'est celle qui frappe les Kurdes depuis des décennies. 7 000 opposants, kurdes pour la plupart, députés, maires, élus régionaux et cadres politiques, associatifs, syndicalistes, avocats, journalistes, étudiants, croupissent en détention préventive, certains et certaines depuis près de cinq années.

Les négociations avec le leader kurde emprisonné, Abdullah Öcalan, sont dans l'impasse, et les manifestations sont toujours durement réprimées : 16 manifestants tués depuis le début de l'année.

Un an après ce triple assassinat nous exigeons vérité et justice pour Leyla, Sakine et Fidan, notre amie Rojbin.

Renée Le Mignot

POÈME LE PRINTEMPS AU VENTRE

*Ils auront beau couper toutes les fleurs
Ils n'empêcheront pas la venue
du printemps.
Quand la Berlin fleurit,
c'est le Newroz qui s'enflamme,
et passe un vent de liberté dans l'œil
de la femme kurde.*

*Perce la neige et jaillit la fleur ;
Avec la jonquille de montagne
fond la glace et germent les champs,
Les terres craquelées s'ouvrent comme
des bouches
Et font chanter les espoirs.*

*Ouvrir les yeux refermés
Et faire se lever les morts.*

*A l'horizon de nos mémoires,
le vent tourne à Halabja,
les cheveux de feu ondulent
à Diyarbakir,
Les saïz dansent debout sous le souffle
de l'espoir qui sommeille dans le ventre
des femmes.
A Paris, le printemps se déroule
dans la chaleur des mains des exilés.*

*Jamais la chasse aux Kurdes
ne se ferme,
C'est à Paris l'hiver qu'on assassine,
Rojbin, Leyla et Sakine.*

*C'est à Van qu'on enchaîne,
à Istanbul qu'on mitraille les militants
des Droits de l'Homme,
C'est à Galatasaray qu'on chasse
les femmes en noir,
C'est en Turquie qu'on bâillonne
les journalistes.
C'est ici qu'on tue ceux qui tissent
des ponts entre les espoirs,
C'est en Europe qu'on se tait
la conscience à l'ombre des intérêts.*

*Dans le ventre des femmes kurdes,
la dignité féconde l'espoir.
Le tuteur des enfants des montagnes
se cimente
le printemps au ventre.*

*Rojbin, Leyla et Sakine,
ils ont bu tout votre sang,
pourtant un vent salé de larmes se lève ;
ils auront beau couper toutes les fleurs
ils n'empêcheront pas la venue
du printemps.*

Alain Collès

12 janvier 2013

Mais pourquoi ne parle-t-on pas

d'avantage de l'ordre inéquitable du monde ?

Il y a eu, il reste encore, l'océan cannibale et ses îles volcaniques, mirages des vivants.

Je suis devant ; debout sur une rive à deviner ceux qui n'arrivent plus. La route atlantique hérissée de barbelés virtuels s'est faite cul-de-sac mais les hommes n'ont pas renoncé à partir ; ils ont juste changé de mer à traverser, modifier l'itinéraire de leur improbable voyage, échangé un enfer contre un autre.

Malte, Lampedusa, je ne veux pas voir ces photos-là. Pas d'images, pas de sons. Ni voir ni entendre ; je sais déjà et j'en fais quoi ? Pas ces cadavres anonymes dans les linceuls blancs improvisés, pas ces morts emballés dans des housses mortuaires noires, prêts pour l'autopsie d'un chaos, pas ces rescapés malvenus grelottant dans les couvertures de survie dont l'or métallique, cannibalisé par les projecteurs, rappelle que le soleil ne brille pas pour tout le monde.

A la seule lecture des articles qui tombent en chute libre, cette lointaine horreur s'est faite mienne. L'impression qu'au lieu d'alerter, de dénoncer, de mettre en garde, de réveiller les consciences assoupies, de documenter le tumulte depuis tant d'années, j'ai participé du désastre.

Mes enfants de papier qui devaient être d'immortels veilleurs tourmentés, des appels à mieux vivre, ont rallié le bord de ce monde ; page après page, ils regardent à travers le prisme du réel leurs frères de chair se noyer avec eux sans jamais remonter à la surface. Décidément, écrire ne suffit pas ! Juste un nécessaire, rempart sans cesse reconstruit, dressé contre l'indifférence, l'oubli et le mépris.

A quoi me sert-il de la connaître intimement, Elle, cette jeune africaine, grosse de mille horreurs banales et d'un enfant ? Elle qui parlait sur des jours moins pires à défaut d'être vraiment meilleurs ? A quoi sert-il que j'ai mis, comme elle dit, « ses mots dans

ma bouche » ? A quoi bon le jeu de ces comédiens endossant son rôle ainsi que celui de ses frères suppliciés afin qu'ils renaissent à chaque représentation, survivent à l'oubli, veilleurs éveillés gesticulant contre l'assoupissement ? Elle est encore là, même si elle est une autre ; Elle est la prochaine qu'on ensevelira dans un linceul de mots compatissants, 4 500 signes pour archiver le désastre ; Elle est celle qui, maintenant, met à mort au lieu de mettre au monde au fond d'une barque folle dont personne n'entendra jamais parler ; Elle est l'inconnue, l'inaudible, l'invisible qui ne manquera pas à un appel jamais fait.

Oui, la question migratoire est cruciale, plus que jamais peut-être car les boucs émissaires sont de plus en plus lourdement chargés et la mondialisation de l'ignominie encore plus forte que celle de « l'indifférence ».

En temps de guerres comme en temps de paix, qu'entend-t-on de la souffrance muette des « boucs en



Lampedusa : ce que nous disent les gouffres

11 octobre 2013 | Par Patrick Chamoiseau - Mediapart.fr

Toute horreur crée son gouffre
ainsi celle de la Traite à nègres qui fit de l'Atlantique
le plus grand oublié des cimetières du monde
(crânes et boulets relient les îles entre elles
et les amarrent aux tragédies du continent)
Le gouffre chante contre l'oubli
en roulis des marées
en mots de sel pour Glissant pour Walcott et pour
Kamau Brathwaite
(fascine des siècles dans l'infini de ce présent
où tout reste possible)
Celui de l'Atlantique s'est éveillé
clameurs en méditerranée !
l'absurde des richesses solitaires
les guerres économiques
les tranchées du profit
les meutes et les sectes d'actionnaires
agences-sécurité et agences-frontières
radars et barbelés
et la folie des murs qui damnent
ceux qu'ils protègent
chaussures neuves et crânes jeunes font exploser

les vieilles concentrations !
les gouffres appelle le monde
les gouffres appellent au monde
l'assise ouverte
les vents qui donnent l'humain
l'humain qui va au vent
les aventures des peurs et des désirs
la seule richesse des expériences menées
à la rencontre
les solidarités qui se construisent et qui construisent
les coopérations qui ouvrent et qui assemblent
et le suc et le sel de l'accueil qui ose
L'enfant a eu raison de mettre ses chaussures neuves
ce qu'il arpente au delà de nos hontes
c'est le tranchant des gouffres génériques
qui signalent sous l'horreur
et qui fixent sans paupières
l'autre possible ouvert du meilleur de nous
en ombres en foudres en aubes
les gouffres enseignent longtemps
(toute douleur est apprendre
et ce chant est connaître)

Chant partagé d'une même planète.

partance » devenus boucs en errance puisqu'ils n'arrivent pas, ou si peu, ou si mal car si mal accueillis - centre de rétention administrative, fichage, arrachage d'empreintes, déni de minorité, refus d'asile, files d'attente interminables devant des préfectures dont le service étranger se spécialise dans le non accueil - qu'entend-t-on de leur désespoir discret quand seule la mort les rend visibles, un temps très court, dans quelques brèves ?

Parfois en partance dès avant naître ou à l'aube de leur existence, leur odyssee n'a en fait ni début ni fin. Les migrants de tout poil, ces voyageurs de tous sexes avançant en tous sens sont devenus des fardeaux que l'Occident voudrait cantonner derrière ses lisières comme on tentait de maintenir les loups et les ogres au plus profond des noires forêts médiévales. Malheur à celui qui pointe son nez à l'orée de notre monde faussement ouvert.

Le bord du précipice est là, charnière entre un espace terrestre, sables et calloux caressés d'épines, et un espace maritime tellement surveillé que des pêcheurs refusent de prêter secours aux malheureux qui sombrent : ils risqueraient d'être accusés d'aider des clandestins et tomberaient ainsi sous le coup de la loi inique et carnassière ; un espace tellement surveillé qu'on

sait que ce *no children's, no woman's, no man's land* est devenu le plus grand cimetière marin. Les sirènes ont changé depuis les temps homériques, celles qui entonnent leurs lugubres mélodies ont la peau sombre et des cheveux crépus, tressés-collés sur le crâne, algues brunes qu'elles s'arrachent par poignées.

Leurs reflets gris nagent pour l'éternité entre deux eaux n'effrayant que les plongeurs sous-marins car, à la surface, nous ne voyons pas plus les vivants que les morts.

Un drame un peu plus visible que les précédents et on annonce une « journée de pleurs » ; une journée et des larmes contre plus de vingt mille absents, certainement bien plus. Et combien pour tous ceux à manquer qui sont déjà en marche ? pour les autres naufrages annoncés ? Combien de larmes tariées avant d'avoir jailli ? Déjà versées pour solde de tout mécompte !

Oui, j'entends parler de corridors humanitaires, de règles sécuritaires, de Frontex, de surveillance aux frontières, de présence militaire et j'imagine les crocodiles qui hantent ces eaux-là en embuscade, vaguement ensommeillés ou veillant prêts à punir, à surgir, à refermer le piège de leurs mâchoires sur la chair tendre des songes, à ramener le

rêveur imprudent sur sa rive, mort ou vif. Oui, on nous dit les insurrections, les conflits, la faim, le rêve à portée d'antenne parabolique, mais pourquoi ne parle-t-on pas davantage de l'ordre inéquitable du monde qui broie les humains et les met sur les routes du néant seuls ou en hordes déterminées et silencieuses ?

Ces images que je ne veux pas regarder existent et défilent sur les écrans, tournent en boucle, même, avant de s'effacer devant celles d'un autre drame qui ne manquera pas d'arriver. Les sons du sinistre se bousculent à la radio, marche funèbre pour une humanité moribonde.

S'indigner, pleurer puis oublier ; passer à autre chose. Notre faculté d'occulter ou de nous accommoder m'est insupportable et je demeure en rage au milieu de mes frères et sœurs rescapés et inconsolés.

Nous ne pouvons ignorer que s'ils ne sont pas morts une première fois, ils périront par l'oubli ou noyés dans les larmes des crocodiles, comme leurs semblables infortunés.

Rivage atlantique, Octobre 2013
Nathalie M'Dela-Mounier
(Écrivain, membre du MRAP de Rennes)

Henri Pouillot (MRAP)

Les accords de Paris

« seul celui qui veille sait que la nuit est longue »*

Il y a 40 ans, le 27 janvier 1973, les journalistes se pressent au centre de conférence internationale avenue Kléber à Paris. Américains et vietnamiens signent des accords qui mettent fin à l'agression américaine. Dans la rue, des manifestants brandissent des banderoles : « Paix au Vietnam ». Les négociations ont duré cinq ans, les plus longues jamais connues. Dans les deux mois suivant les Accords de Paris, l'armée américaine quitte le Vietnam.

La France porte une lourde responsabilité dans ce conflit pour n'avoir pas voulu reconnaître au lendemain de la seconde guerre mondiale, le droit à l'indépendance des peuples de l'Indochine.

Après 8 ans de guerre, Mendès France, Président du conseil, avait été contraint de signer les Accords de Genève suite à la défaite de Dien Bien Phu. Mais cet accord porte en son sein le conflit avec l'Amérique qui a financé une bonne part du budget de la guerre française en Indochine. Dès 1950, militaires français et américains s'étaient mis d'accord et les premières conseillers d'outre Atlantique arrivaient à Saïgon.

Les Accords de Genève en 1954 décident de la partition du Vietnam à hauteur du 17^{ème} parallèle. Au nord, la République Démocratique du Vietnam créée en 1945, capitale Hanoi, au sud, un nouvel État de fait, la République du Vietnam, capitale Saïgon. Des élections en vue de la réunification du pays doivent être organisées dans les deux ans. Mais ni le pouvoir à Saïgon, ni son allié américain n'en veulent, elles n'auront pas lieu.

A partir de 1961, sous le présidence de Kennedy, les conseillers militaires américains affluent. Rapidement les troupes suivront.

Les américains veulent, disent-ils, endiguer la menace communiste, la stopper au 17^{ème} parallèle. Car après l'arrivée au pouvoir de Mao en Chine, suivie de la Corée du Nord puis du nord Vietnam, ils craignent un phénomène de contagion, ce que les français avaient appelé « un effet domino », un tsunami rouge qui pourrait submerger le sud est asiatique.

Face à la grande puissance américaine, ce petit pays de paysans pauvres va résister, combattre. Ils ne sont pas seuls, ils

sont portés par un vaste mouvement de pacifistes de tous horizons, en France et dans le monde. Ils sont des dizaines de millions à battre le pavé, à manifester leur indignation et à exiger que Washington rapatrie ses troupes. Aux États-Unis les pacifistes vont obliger l'administration Johnson puis Nixon à négocier avec les nord vietnamiens.

A Hanoi, Ho Chi Minh bénéficie du soutien de l'union soviétique et de la Chine de Mao. L'aide militaire de Moscou sera conséquente. Ce sont les missiles soviétiques, utilisés intelligemment par les chefs de la DCA vietnamienne, qui abatront des dizaines de B 52 lors des bombardements du nord Vietnam.

En 1968, au plus fort de la guerre, des négociations s'engagent à Paris. « Un dialogue entre sourds » diront des participants. Ce qui va conduire Hanoi et Washington à organiser des pourparlers secrets. La première rencontre a lieu en février 1970, dans une villa de la rue Darthé, à Choisy-le-Roi, banlieue sud de Paris, entre le représentant du nord Vietnam, Le Duc Tho, et celui des États-Unis, Henry Kissinger. Elles vont durer 3 ans et déboucher sur les Accords de Paris.

Cette diplomatie secrète a été déterminante. Elle a permis aux deux principaux belligérants de se parler face à face, directement, sans que cela puisse mettre en difficulté leur exécutif. Autre atout : la qualité des négociateurs. Le Duc Tho et Kissinger sont des fins diplomates, proches du pouvoir. Le Duc Tho est membre du bureau politique du Parti Communiste du Vietnam, Kissinger est le conseiller spécial du Président Nixon. Dans l'hypothèse ou des négociations secrètes ne donnent aucun résultat, l'exécutif ne peut pas être mis en cause. En revanche, si elles aboutissent, l'exécutif s'en empare et en tire un bénéfice politique.

Sur la question iranienne qui vient de faire l'actualité, les accords qui viennent d'être passés sont le fruit de négociations secrètes engagées en février. L'opinion publique l'a su parce qu'elles ont débouchées sur des résultats tangibles.

L'histoire des Accords de Paris c'est aussi cette extraordinaire solidarité qui a vu la petite histoire se conjuguer avec la grande

histoire. A son arrivée à Paris pour négocier avec les américains, les 37 délégués de Hanoi, sont installés à l'hôtel Lutétia à Paris. C'est trop chère pour la délégation qui demande au PCF de l'héberger dans un lieu où elle pourra vivre et travailler tranquillement et en toute sécurité. Ce sera à Choisy le Roi, dans un bâtiment qui appartient au PCF, un centre de formation de militants du parti. Pendant cinq ans, la délégation dont les effectifs sont passés à un centaine de personnes, sera sous la protection de la population. Des militants seront mobilisés pour faire le ménage, le service à table, le gardiennage, organiser les sorties dans des familles françaises, certains seront chargés de la sécurité, d'autres seront chauffeurs.

Choisy le Roi où vont converger du monde entier des délégations pacifistes, la ville devenant la capitale mondiale de la paix et de la solidarité.

Après les Accords de Paris, la guerre va se poursuivre. Une guerre civile qui oppose d'un côté la résistance armée du Front National de Libération (FNL) aidé et soutenu par l'armée du nord Vietnam, et de l'autre, les forces armées du général président Nguyen Van Thieu à Saïgon ravitaillé en armes et équipements militaires par Washington. Le général Vo Nguyen Giap, vainqueur des français à Dien Bien Phu, dirige l'offensive de 1975 qui en quelques semaines balaie les troupes de Saïgon, jusque la victoire finale le 30 avril 1975. Le Vietnam est réuni.

Il y a fort longtemps, le Vietnam n'était que marécage, une terre invivable, inondée par un fleuve fou, le fleuve rouge. Il a fallu les hommes, leur travail, à mains nus, pendant des siècles, pour dompter l'indomptable, dresser des digues pour conquérir la terre, mètre après mètre. La main de l'homme vietnamien a ainsi bâti, réparé, reconstruit sans cesse, un peuple enraciné dans l'eau et la terre, sa force.

Eau et terre qui, dans la langue vietnamienne, chantent la patrie.

Daniel Rousset

Ancien correspondant de l'Humanité au Vietnam
Auteur/Réalisateur

* Titre du film documentaire réalisé par Daniel Rousset sur les Accords de Paris.

Hommage du Barreau

le lundi 25 novembre 2013, à Paris à l'avocat martiniquais Marcel Manville, co-fondateur du Mrap

Un hommage a été rendu à l'avocat martiniquais Marcel Manville, co-fondateur du Mrap, ancien compagnon de route de Frantz Fanon et militant anticolonialiste, à la Maison du Barreau à Paris, pour commémorer les quinze ans de son décès.

Mort lors d'une audience au Palais de justice, en décembre 1998 à l'âge de 76 ans, l'avocat Marcel Manville fut l'une des grandes figures de la vie politique martiniquaise.

Manville fut le compagnon d'armes de Frantz Fanon, avec qui il s'engagea dans les Forces françaises libres durant la deuxième guerre mondiale et fut aussi du combat en faveur de l'indépendance de l'Algérie, en étant l'avocat du Front national de libération (FLN) à Paris.

Les réseaux d'extrême-droite lui feront payer cette activité en plastiquant sa maison dans la capitale française.

Marcel Manville fit un bout de chemin avec le Parti communiste français (PCF), et fut co-fondateur du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap).

Manville créa également le Regroupement de l'émigration martiniquaise (REM), puis le regroupement de l'émigration antillaise (REA), pour défendre les droits des Antillais résidant en France.

Souhaitant concrétiser ses convictions anticoloniales et indépendantistes, il fonda en 1984 en Martinique le *Pati kominis pou lendépadans ek sosyalizm* (PKLS, Parti communiste pour l'indépendance et le socialisme). Il créa à la même époque le *Cercle Frantz Fanon*, dédié à l'étude et à la diffusion de l'oeuvre du psychiatre et révolutionnaire martiniquais.

Marcel Manville a publié un livre en 1992, « *Les Antilles sans fard* », aux éditions L'Harmattan, un ouvrage à la fois autobiographique et politique. La soirée d'hommage fut présidée par Christiane Féral-Schuhl, bâtonnière de Paris.

Suite à la projection du film « Marcel Manville, d'Homme à Hommes », réalisé par Véronique Kanor, une table ronde ouverte par Georges Pau-Langevin, ministre déléguée à la Réussite éducative et composée de Véronique Kanor, réalisatrice, Henri Leclerc, avocat, ancien président de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen, Raphaël Constant, bâtonnier de la Martinique et Yves Manville, diplomate et animée par Michel Reinette, journaliste à France Télévision.



Extrait de « *Périssent les colonies* », un article de Marcel Manville dans le *Monde diplomatique* d'avril 1998 :

« Il faut donner au peuple la parole de feu. Nous continuerons à marcher la nuit, le jour, à la recherche de l'homme, comme aimait à le dire Frantz Fanon, mon compagnon de lutte et d'espérance. Les Antilles et la Guyane, en dépit de la loi du 16 mars 1946 qui a érigé ces trois territoires coloniaux en départements d'Amérique, n'ont pas accédé à la majorité politique. Il ne s'agit pas, comme nous le faisons trop souvent, d'imputer à l'Etat français la seule responsabilité de cet anachronisme.

Le colonisateur n'est pas suicidaire. Il ne décrètera jamais que le colonisé a droit à l'indépendance nationale. Et il convient aussi de ne pas sous-estimer la trahison des clercs, qui ont déserté leurs responsabilités ainsi que celles de

toute une partie de la classe politique, laquelle, depuis 1848, a choisi le confort digestif, plutôt que le camp - souvent risqué! - de l'espérance.

Pis que l'infamie des chaînes est de ne même plus en sentir le poids. Restés à la périphérie de l'histoire, nos peuples doivent se mobiliser pour que ces territoires affirment leur droit à la souveraineté nationale. Nous ne pourrions balayer plus de trois siècles de colonisation. Mais l'expérience vécue nous a enseigné que l'assimilation, la décentralisation, ne sont que des solutions palliatives.

Ceux qui, chez nous, affirment *urbi et orbi* qu'il faut d'abord industrialiser, développer l'économie, se trompent. Le pouvoir colonial ne va pas se mettre à créer, aux Antilles-Guyane, les conditions pour que nos produits nationaux, fabriqués sur place, entrent dans une compétition sans merci avec ceux qui viennent de France. Aucune entreprise martiniquaise, en dépit des incitations publicitaires à « acheter local », ne pourra jamais rivaliser, par exemple, avec les cargaisons de tomates et primeurs bon marché déversées presque chaque nuit par le 747 cargo « *Pélican* »...

Pourtant, Victor Schoelcher lui-même avait eu cette vision, au siècle dernier : « En regardant les Petites Antilles, en regardant toutes ces îles si proches les unes des autres, on pense qu'un jour elles formeront une même nation. Elles auront une même flotte, un même drapeau. Cela ne se fera pas aujourd'hui, mais sans doute demain. »

Dans la Caraïbe, il y a eu, comme le disait naguère le député martiniquais Aimé Césaire à l'Assemblée nationale, des « épidémies d'indépendance ». Même si le grand poète n'en a pas tiré lui-même toutes les conséquences...

Autre grand intellectuel, Frantz Fanon écrivait : « La décolonisation est véritablement la création d'hommes nouveaux. La chose colonisée devient homme dans le processus même par lequel elle se libère ».

Marcel Manville, d'homme à hommes

« A travers le portrait de Marcel Manville, avocat-militant, le film revient sur la tentative de la Martinique à devenir indépendante.

Malgré un mouvement général assimilationniste, à grands coups de réflexion, de mouvements politiques, de missions éducatrices et d'actions armées, Marcel Manville cherchera à décoloniser son île natale en s'inspirant de l'expérience de l'indépendance algérienne.

Avec une robe d'avocat comme bouclier, le droit comme arme et le verbe comme allié, Marcel Manville a dénoncé toutes les injustices faites à l'homme et en particulier à l'homme en situation de colonisation et de post-colonisation.

Marcel Manville utilisera la barre pour défendre la cause anticolonialiste. Toutes les occasions seront bonnes, pour lui, de dénoncer les pouvoirs en place. Peu d'hommes autant que lui n'est resté si fidèle et si passionné à la cause des peuples discriminés.

Marcel Manville, témoin privilégié, a laissé trace de son engagement dans un livre : *Les Antilles Sans Fard* : "Entre le chien et le loup, le colonisé a un choix à faire. Mais sachons en même temps que l'on ne gouverne pas une nation qui sort des ténèbres avec nos rêves, qu'il faut sans cesse accorder les ambitions de nos peuples à leurs moyens, de veiller comme à la prunelle de nos yeux pour que la

démocratie soit la règle cardinale des institutions à mettre en place."

Broser le portrait de Marcel Manville, c'est écouter attentivement les causes qu'il a défendues, c'est accepter de plonger sans réserve dans l'histoire de la colonisation et de l'oppression capitaliste. En disant l'époque, les témoins montrent en quoi Marcel Manville fut un homme d'exception, et permettent de saisir concrètement ce que recouvre une notion chère à l'avocat : le droit des peuples colonisés et exploités à disposer d'eux-mêmes. »

Réalisateur : Véronique Kanor
Édition : Les productions de La Lanterne
Année : 2011

Le MRAP salue avec un immense respect la mémoire de Nelson MANDELA

C'est avec une profonde émotion et une immense tristesse que le MRAP a appris le décès, dans la nuit du 5 au 6 décembre 2013, de Nelson Mandela. Il présente à sa famille, à ses amis, à ses compagnons de lutte pour l'égalité et la liberté ainsi qu'à toute la population d'Afrique du Sud, ses condoléances les plus émues ainsi que l'assurance de sa profonde sympathie et de toute sa solidarité dans la douleur de cette si grande perte.

C'est en 1944 que Nelson Mandela rejoignit l'ANC (Congrès National Africain), afin de lutter contre le système de domination de la minorité blanche et la politique de ségrégation « raciale » et de « développement séparé » imposée par celle-ci, selon des critères ethniques, linguistiques et territoriaux, en particulier les sinistres « bantoustans ».

Dès 1955, Nelson Mandela faisait adopter par l'ANC la « Charte de la liberté » qui proclamait : « Notre pays ne sera jamais ni prospère ni libre tant que nos peuples ne vivront pas dans la fraternité, ne jouiront pas de droits égaux... C'est pourquoi nous, peuples de l'Afrique du Sud, Blancs aussi bien que Noirs, réunis comme des égaux, des compatriotes et des frères, adoptons cette charte de la liberté. »

Devenu avocat, il participa à la lutte non violente contre les lois de l'apartheid, mises en place par le gouvernement du Parti National. En 1960, ce dernier frappa d'interdiction l'ANC. Constatant que la

lutte pacifique n'apportait pas de résultats tangibles, Nelson Mandela décida en 1961 de fonder la branche militaire de l'ANC qui entreprit une campagne de sabotage contre des installations publiques et militaires.

Le 12 juillet 1963, Nelson Mandela était arrêté par la police sud-africaine, sur indication de la CIA, et se voyait condamné - lors du procès de Rivonia - à la prison et aux travaux forcés à perpétuité, la pression internationale ayant empêché de justesse la peine de mort. Lors de son procès, il avait annoncé haut et fort ce qui devait être le fil conducteur de toute sa vie : « Toute ma vie, je me suis consacré à la lutte pour le peuple africain. J'ai combattu contre la domination blanche et j'ai combattu contre la domination noire. J'ai chéri l'idéal d'une société libre et démocratique dans laquelle toutes les personnes vivraient ensemble en harmonie et avec les mêmes opportunités. C'est un idéal pour lequel j'espère vivre et agir. Mais, si besoin est, c'est un idéal pour lequel je suis prêt à mourir ». Dès lors, il devint l'un des symboles majeurs de la lutte pour l'égalité raciale » et bénéficia, à ce titre, d'un soutien international croissant.

C'est après vingt-sept années d'emprisonnement, dans des conditions souvent très dures, que Mandela était enfin libéré, le 11 février 1990, soutenant la réconciliation et la négociation avec le gouvernement du président Frederik De Klerk. Prix

Nobel de la Paix, Nelson Mandela devint le premier président noir d'Afrique du Sud en 1994.

Le MRAP doit à Nelson MANDELA - et à ses compagnons de résistance de l'ANC - des années fécondes de mobilisations et de campagnes (notamment anti-Outspan) contre l'Apartheid et pour la libération des prisonniers politiques de l'ANC. Ce fut l'un des grands combats du MRAP qui prit diverses formes. Il avait, en particulier, établi des liens étroits avec Dulcie September, représentante de l'ANC en France, de janvier 1987 à son assassinat « par l'apartheid » à Paris, le 29 mars 1988. Le MRAP s'honore aussi d'avoir compté parmi les membres de son Bureau National la grande militante Jacqueline GRUNFELD, proche alliée de l'ANC et vice-présidente de Rencontres Nationales Contre l'Apartheid. Cette dernière ne cessa d'organiser des envois, principalement de matériel scolaire, pour les enfants des combattants anti-apartheid des pays de la « ligne de front » (Tanzanie, Mozambique, Zambie, Zimbabwe, Angola et Botswana). Sa fille, quant à elle, fut en outre emprisonnée plusieurs années en Afrique du Sud pour son action de soutien aux militants anti-apartheid.

Si la route est encore longue pour atteindre partout l'idéal proclamé par la « Charte de la Liberté », ces paroles continueront à inspirer l'action du MRAP et à donner sens à ses combats d'aujourd'hui et de demain.

Echo du Mrap Mont de Marsan Hommage populaire à Nelson Mandela

11h30 devant l'Hotel de Ville, la ville de Mont de Marsan a organisé un hommage populaire à Madiba.

Le communiqué d'appel rappelait que Madiba laisse une trace indélébile dans l'histoire de l'humanité par son parcours de vie et son engagement extraordinaire en faveur de la tolérance, la liberté, la solidarité et la paix dans le Monde.

Les habitants ont témoigné de leur attachement à ce grand homme en déposant une fleur, un mot, au pied de sa photo. Une grande photo a été déployée sur la façade de la Mairie.

Hier, du temps de l'apartheid, à la fin des années 80, la ville de Mont de Marsan accueillait, dans la salle du Conseil

Municipal, Dulcie September, représentante en France du parti de Nelson Mandela.

Elle donnait par la suite le nom du grand homme à son foyer de jeunes travailleurs, et Solly Smith qui avait succédé à Dulcie September après son assassinat avait honoré le foyer de sa présence.

A l'heure tragique de la mort de Madiba, la ville de Mont de Marsan, à nouveau a manifesté son attachement à ce grand homme.

Le message de Madiba restera pour toujours dans l'histoire de notre ville. Les adhérents du MRAP se sont associés à cet hommage.



Le comité de Mont de Marsan du MRAP

Echo du Mrap Saint-Nazaire Gens du voyage : « dialogue viril » à Guérande

Début juillet, un différend a opposé la municipalité de Guérande et son député-maire Christophe Priou à un groupe de Gens du Voyage d'une mission évangélique.

L'aire d'accueil réservée aux grands rassemblements par la communauté de communes Cap Atlantique est située à Herbignac pour cette année 2013. Le pasteur a estimé que ce terrain, déjà utilisé par d'autres groupes, n'était pas adapté à la circulation des caravanes. La mission s'est installée sans autorisation sur des terrains de sports municipaux quelques jours avant une manifestation sportive et ludique. La municipalité a demandé que ces terrains soient libérés (et fait une demande d'expulsion). Estimant être dans l'incapacité de résoudre le problème, C. Priou, a démissionné de son poste pour faire pression sur le Préfet afin qu'il intervienne.

Après un dialogue « viril » (selon les termes mêmes de C. Priou), une solution a été trouvée : la mission s'est installée sur un terrain privé à Saint-Brévin.

Les médias se sont emparées de cet incident, lui donnant une dimension nationale car il s'est produit quelques jours après que Christian Estrosi, maire de

Nice, ait proposé un « mode d'emploi » pour s'opposer à la venue des gens du voyage. C. Priou a fermement pris ses distances avec ces propos et ultérieurement avec ceux de Gilles Bourdouloux, maire de Cholet.

Devant la recrudescence des propos et actes racistes concernant les Voyageurs, le comité du MRAP de la région nazairienne a demandé à rencontrer le Maire de Guérande. Celui-ci nous a reçu, accompagné de sa première adjointe et de responsables des services municipaux le lundi 16 septembre. C. Priou a rappelé les faits et son point de vue en soulignant la nécessité pour les municipalités et les Gens du Voyage de respecter la loi républicaine.

Le MRAP a insisté sur la nécessité du dialogue en amont. Le nombre de conflits, à Guérande et ailleurs met en évidence l'insuffisance des réponses aux demandes des Voyageurs. Le législateur doit se saisir de la question pour éviter que ne se créent des situations conflictuelles, sources de dérapages racistes. Il importe donc que la proposition de loi dont Dominique Raimbourg, député de Loire-Atlantique est le rapporteur aboutisse dans les meilleurs délais. Elle ne doit pas attendre 2015 comme on peut le craindre après que Manuel Valls ait annoncé le

11 septembre dernier que le statut spécial des Gens du Voyage ne sera pas discuté avant les élections municipales, voire les sénatoriales de septembre 2014...

Il y a en effet urgence au regard de l'augmentation très sensible du nombre de demandes qui ne peuvent être satisfaites.

Augustin Grosdoy, dans le Transcouleur / Mrap Saint Nazaire

Un cautère sur une jambe de bois La Cimade publie un rapport d'observation des sept premiers mois d'application de la circulaire du 28 novembre 2012 relative à l'admission au séjour des personnes en situation irrégulière. « Ce texte ne concerne qu'un nombre très réduit de personnes et malgré les régularisations accordées, La Cimade regrette le choix d'une politique qui s'inscrit dans la continuité de la politique menée par le précédent gouvernement. Elle rappelle l'urgence d'une réforme législative afin de revoir entièrement la politique d'immigration de la France ».

Pour télécharger le rapport :
http://storage.dolist.fr/4125/www/Publications/RapportCirculaire_28112012.pdf

Présentation du nouveau livre d'Henri Pouillot

« ...Ce livre, j'ai voulu l'écrire à partir d'une série de rencontres qui m'ont perturbé.

A cette époque, j'étais président d'un Comité local du MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples). La camarade assurant régulièrement les permanences pour les "Sans Papiers" m'appelle et me demande si je peux fixer un rendez-vous avec un Algérien qui se trouve dans une situation dramatique. A partir de là, nous nous sommes rencontrés à plusieurs reprises avec lui.

Ce récit que vous allez lire, est donc tiré de la réalité, une terrible souffrance, conséquence de cette Guerre d'Algérie, de l'évolution sociale en Algérie, et des lois françaises de la honte relatives à l'immigration. Les noms et prénoms utilisés, les lieux, ne sont pas respectés, les dates sont modifiées, volontairement, pour ne pas risquer de problèmes complémentaires à cette famille profondément meurtrie. J'appelle donc ce témoin Hamed. Ce que j'ai découvert dans ces échanges, je ne savais pas comment le faire connaître, le dénoncer et tenter de peut-être trouver une aide à cette famille, même si ce n'est que très modestement. Mais hélas, cette fiction ressemble certainement à de multiples autres cas sensiblement similaires.

C'est aussi pour moi une démarche pour dénoncer ces politiques, de droite comme d'une certaine gauche, face à l'immigration, cette lâcheté, cet inhumanisme, cette négation d'un droit fondamental imposés aux hommes de ne pouvoir circuler librement sur notre planète, alors que les capitaux, les

entreprises ne connaissent pratiquement pas de contraintes pour franchir les frontières... ».

« ...Cette nouvelle histoire, ainsi racontée, ressemble, pour une part, à celle de Mohamed Garne, elle en est, d'une certaine façon, assez proche, tout aussi dramatique, difficile à imaginer pour ceux qui n'ont pas connu cette

dérangeant. Cela nous montre que des drames, conséquences de ces terribles périodes persistent bien des années plus tard, aggravés par le cynisme de la politique d'immigration menée par la France.

Cet exemple démontre, contrairement à ce que la loi du 23 février 2005 voulait graver dans le marbre, que le colonialisme n'a pas apporté des "bienfaits" aux populations autochtones, mais bien au contraire, a engendré des drames, des crimes contre l'humanité commis au nom de la France, en particulier lors de cette Guerre d'Algérie.

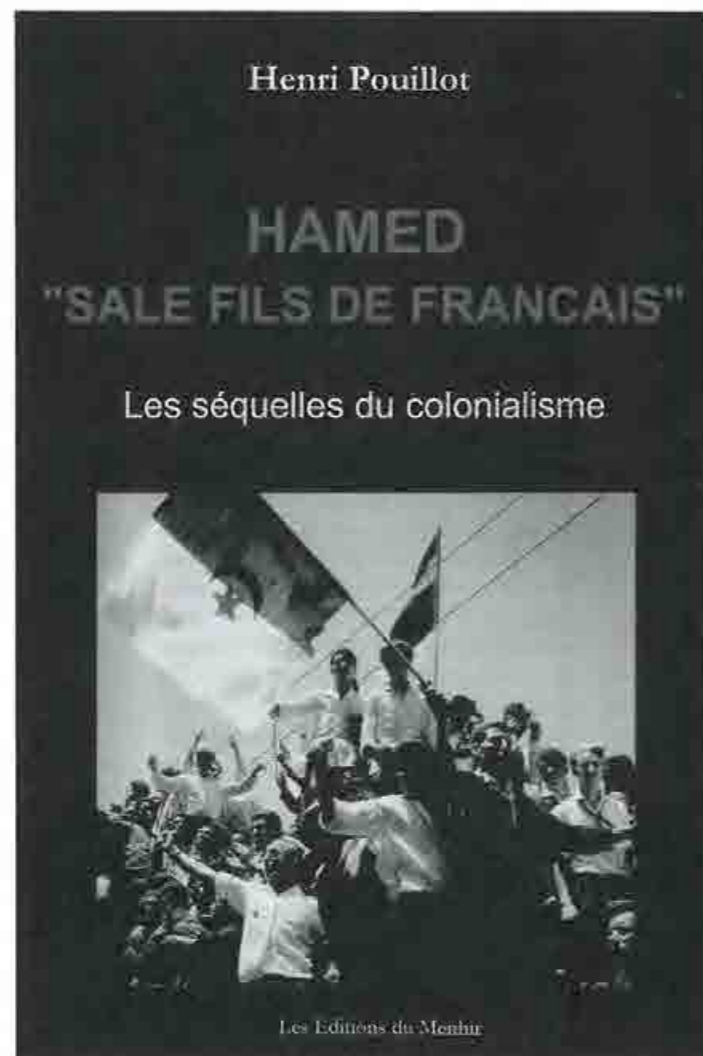
La politique d'immigration orchestrée par le sarkozisme a généré des situations qui mettent bien à mal le slogan de "la France, pays des Droits de l'Homme". Le slogan "Le changement c'est maintenant" martelé pendant la campagne électorale présidentielle du printemps 2012 pouvait laisser espérer une évolution positive, surtout avec l'élection de celui qui le prônait. Ce récit en montre les limites dans ce domaine... »

« ... Au 21^{ème} siècle, à l'heure de la mondialisation, de merveilleuses conquêtes technologiques, il serait temps que tous les hommes quel que soit la couleur de leur peau, le pays où ils

sont nés, leurs cultures, leurs convictions religieuses ou philosophiques, puissent vivre où ils le souhaitent, manger correctement à leur faim, et s'exprimer librement pour un vivre ensemble harmonieux ».

« **Hamed, sale fils de Français, les séquelles du colonialisme** »
Les Éditions du Menhir

période de la Guerre d'Algérie qui ont pensé que la page était tournée avec le cessez-le-feu et que l'indépendance algérienne avait résolu tous les problèmes, les séquelles du colonialisme. Ce récit décrit certes une situation différente. Mais il pose de sérieuses interrogations, compte-tenu des multitudes incertitudes. Ce que vous allez découvrir est tout aussi est tout aussi



Les Éditions du Menhir

« Ceuta, Douce Prison »

« Ceuta, Douce Prison » suit les trajectoires de cinq migrants dans l'enclave espagnole de Ceuta, au nord du Maroc. Ils ont tout quitté pour tenter leur chance en Europe et se retrouvent enfermés dans une prison à ciel ouvert, aux portes du vieux continent.

Ils vivent partagés entre l'espoir d'obtenir un « laissez-passer » et la crainte d'être expulsés vers leur pays.

Entretien avec les réalisateurs (Loïc H. Rechi et Jonathan Millet), (extrait)

Comment est née l'idée du film ?

Nous sommes arrivés en repérages à Ceuta avec l'idée de faire un film sur les frontières.

Il y avait aussi cette idée du mur qui nous posait question. Un mur si impressionnant et si peu médiatisé... Et puis au même moment, l'Europe toute entière s'auto-congratulait en fêtant les vingt ans de la chute du mur de Berlin. Lire un article sur le côté « arriéré » de la séparation de Berlin et se retrouver face au mur de Ceuta, c'est quelque chose.

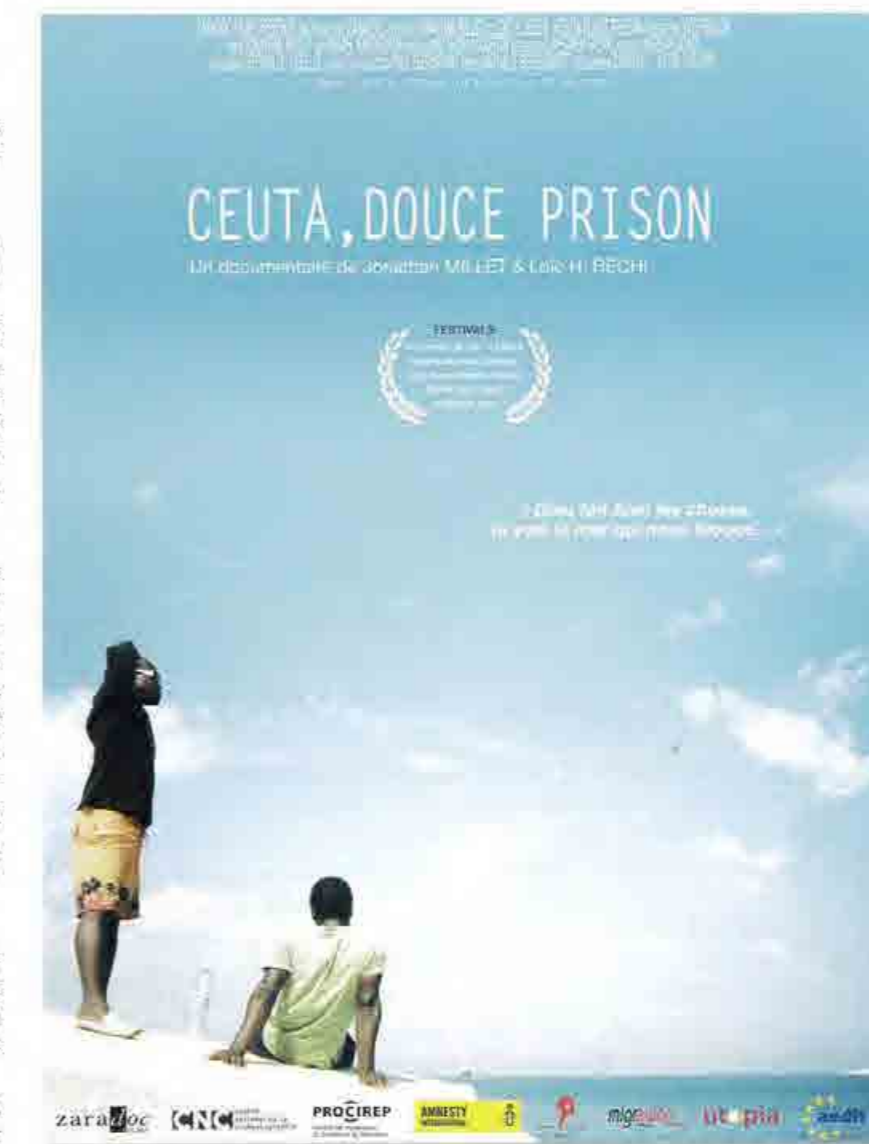
Mais, c'est une fois sur place que nous nous sommes vraiment rendu compte de l'ensemble des enjeux concentrés sur cette minuscule enclave de 18 km². Nous avons vite constaté que cette zone tampon, entre l'Europe et l'Afrique, est en passe de devenir un des symboles de la fermeture progressive de l'Europe. Car bien plus que la frontière entre le Maroc et l'Espagne, c'est de la frontière Nord / Sud dont il s'agit ici.

Ce que nous avons peine à imaginer, c'est que Ceuta est également une immense prison à ciel ouvert, où errent un bon millier de migrants, tels des fantômes dans la ville. Nous avons rencontré des Afghans, des Congolais, des Indiens, de nom-

breux Subsahariens, un Cubain, un Birman, des Algériens... Et tous témoignaient des différentes routes migratoires, toutes rendues plus périlleuses - et donc plus mortelles - chaque jour.

L'enclave est quasiment un point de convergence entre ceux qui veulent fermer l'Europe et ceux qui viennent de partout ailleurs et qui veulent l'atteindre.

On a senti qu'il y avait là quelque chose de fort.



Neuf associations de défense des droits de l'Homme défendent « L'Escale »



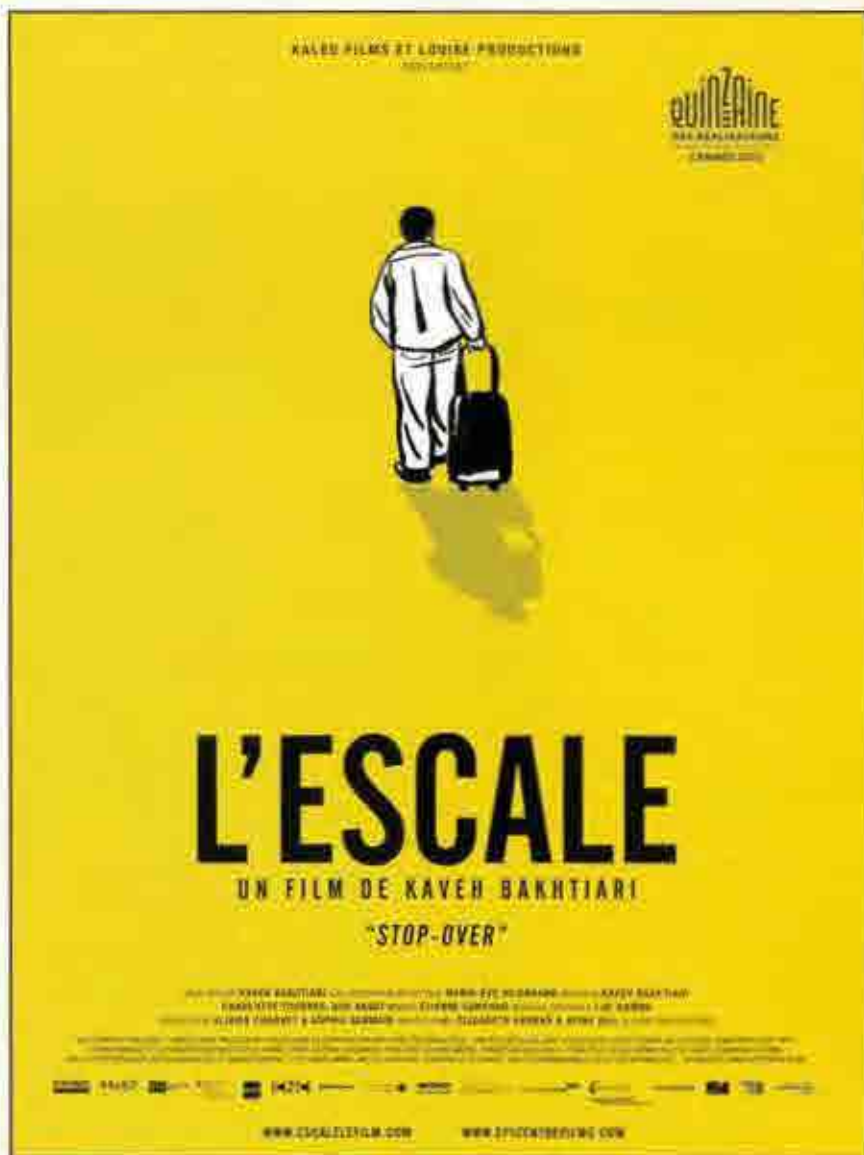
Sortie nationale :
27 novembre 2013

A Athènes, le modeste appartement d'Amir, un immigré iranien, est devenu un lieu de transit pour des migrants qui, comme lui, ont fait le choix de quitter leur pays. Mais la Grèce n'est qu'une escale, tous espèrent rejoindre d'autres pays occidentaux.

Ils se retrouvent donc coincés là, chez Amir, dans l'attente de papiers, de contacts et du passeur à qui ils confieront peut-être leur destin...

« Nous soutenons L'Escale, tant pour l'authenticité de ses personnages que pour la réalité tragique à laquelle ils sont confrontés au quotidien, victimes des manquements de la législation, ou de ses applications aléatoires.

Ce film montre l'urgence de la mise en œuvre d'une politique migratoire européenne respectueuse des droits de tous les migrants et réfugiés. »



ACAT (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture),
ADDE (Association des avocats pour la défense des droits des étrangers),
Amnesty International France,
FIDH (Fédération internationale des droits de l'Homme),
LDH (Ligue des droits de l'Homme).

Migreurop,
MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples),
RESF (Réseau Éducation sans frontières),
UNHCR (Agence des Nations unies pour les réfugiés).